ISSN 0024-7650

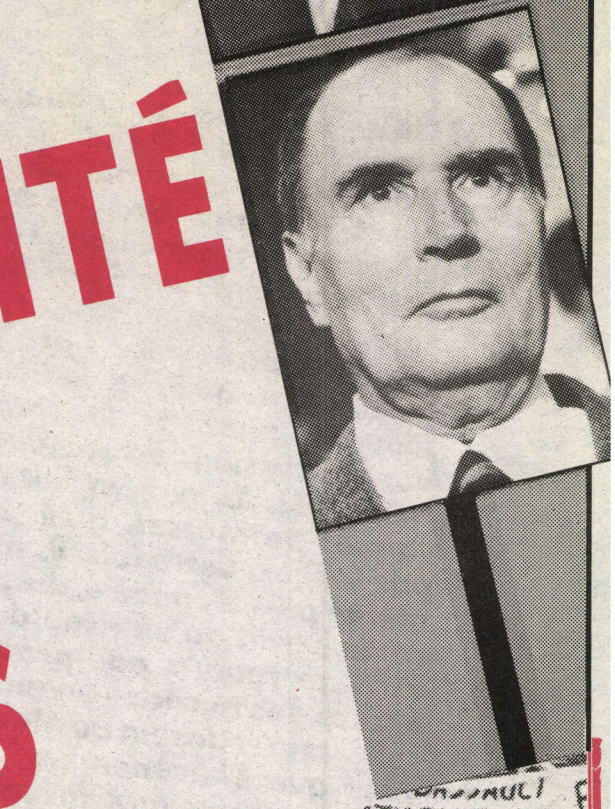
M 6189 - 1028 - 8,00 F
3796189008001 10280

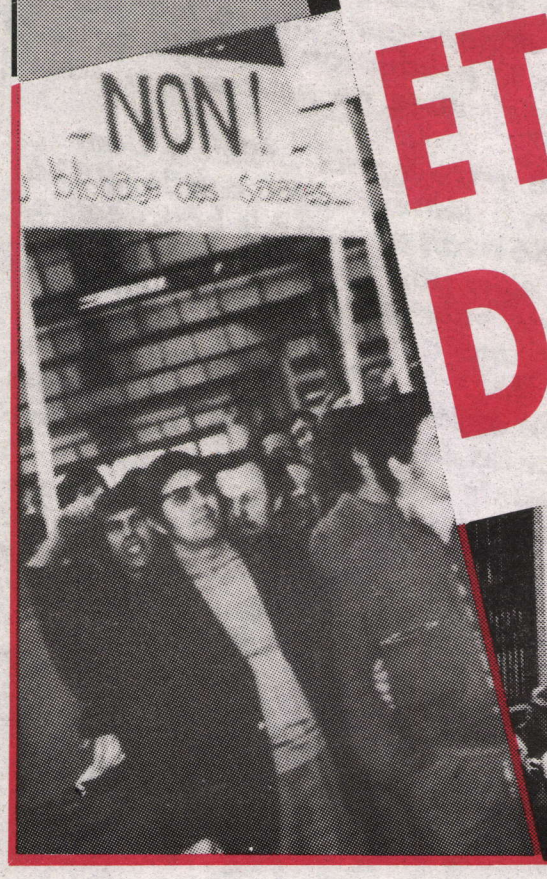
lutte ouvrière

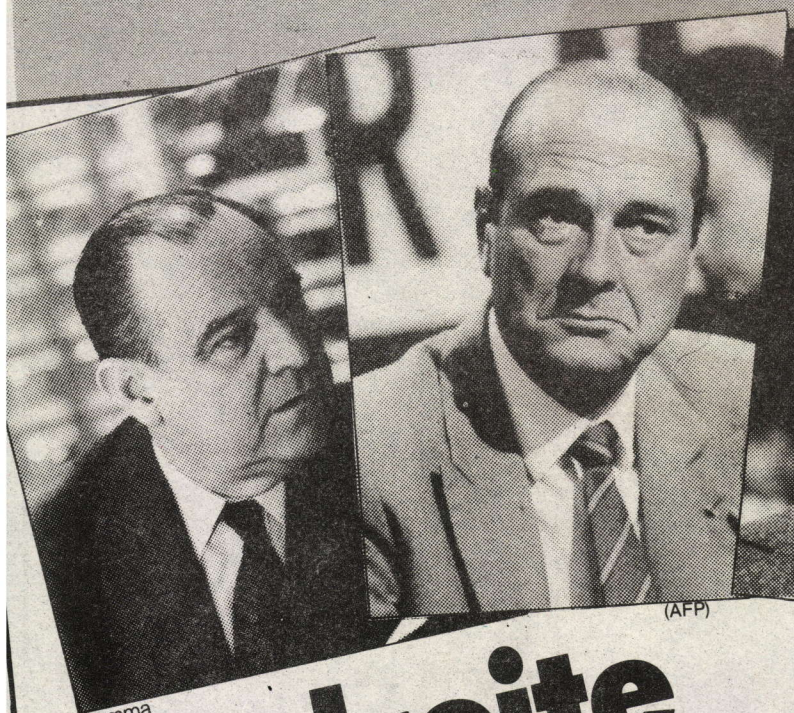
Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 1 028 - 13 février 1988 - prix : 8 F

de droite ou de gauche

ILS NE NOUS PROMETTENT QUE L'AUSTÉRITÉ ET LA BAISSE DES SALAIRES

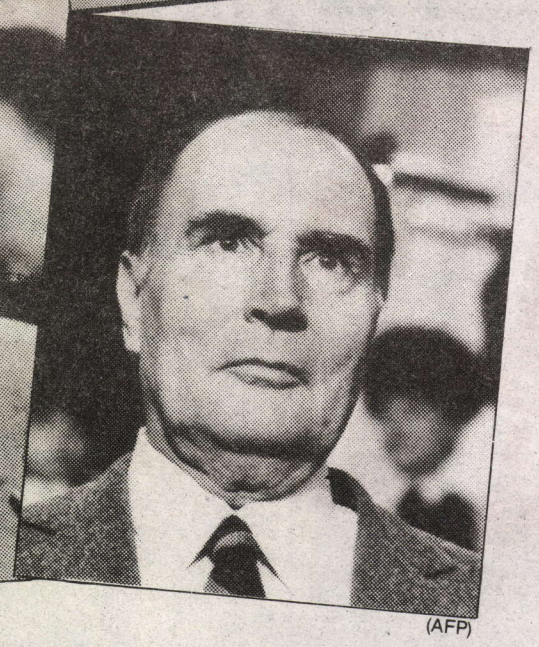






Gamma

(AFP)



(AFP)

De droite ou de gauche ILS NE PROMETTENT QUE L'AUSTÉRITÉ ET LA BAISSE DES SALAIRES

On ne sait pas encore quel sera le candidat du Parti Socialiste à l'élection présidentielle, mais il est déjà clair qu'il ne prendra, vis-à-vis des travailleurs, aucun engagement.

Les dirigeants du Parti Socialiste s'interrogent en effet sur ce que pourrait être leur programme social, au cas où ils reviendraient au gouvernement. Et le contenu de leurs discussions est révélateur.

En 1981, ils avaient fait quelques vagues promesses, qu'ils n'avaient pas tenues. Cette fois, ils ne parlent même plus d'en faire. Jospin l'a dit, ce ne serait qu'un « feu de paille », et il ne faudra pas promettre de « faire des miracles en un an ».

A écouter Jospin ou Mauroy, aussi bien que Chevènement, une chose paraît acquise aux dirigeants socialistes : il faudra continuer la « politique de rigueur ». Chevènement parle même des « choix courageux » devant lesquels « il ne faudra pas reculer » « pour endurer une impopularité inévitable dans les premiers temps ». Et de préciser : « Nous aurions à faire preuve d'une grande rigueur, notamment dans le domaine des revenus (...) pour éviter la reprise de l'inflation ». Si l'on en croit le journal Le Monde, un expert proche du Parti Socialiste aurait même précisé franchement qu'il faudrait imposer une baisse moyenne du pouvoir d'achat de 5 %.

Bien sûr, période électorale oblige, les déclarations publiques de la plupart des dirigeants socialistes sont plus prudentes. Ainsi, sans s'engager à rien, Fabius a déclaré qu'il lui semblerait « légitime » « que le pouvoir d'achat accompagne le rythme de l'inflation ». Les proches de Rocard ont repoussé « le retour à des hausses nominales de salaire excessives » pour proposer « de faire croître le salaire réel à un rythme parallèle à celui de la productivité ». Mais on voit bien contre qui il s'agit, pour un Chevènement, un Jospin ou un Rocard, d'être « courageux ». On voit sur quels revenus il faudrait selon eux exercer la « rigueur ».

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Ils ne parlent pas des revenus du capital qui s'étalent insolemment à la Bourse ou aux alentours, de ces milliards de profits dont les bourgeois ne savent plus quoi faire, sinon les engloutir dans des OPA et autres opérations boursières pour se repartager dans tous les sens les entreprises existantes. Il s'agit pour eux d'être « courageux »... contre les travailleurs qui les auront élus, pour leur recommander de se serrer encore un peu plus la ceinture et pour affronter aussitôt une impopularité qu'ils estiment inévitable.

Cela s'appelle annoncer franchement la couleur. C'est le Parti Socialiste, alors au gouvernement avec le Parti Communiste, qui a lancé en 1982 la politique dite « de rigueur », qui a été ensuite continuée par la droite. Elle s'est traduite par des profits florissants pour les patrons. Mais le chômage a continué à augmenter et les salaires à baisser. Aujourd'hui, les dirigeants du Parti Socialiste n'ont rien à proposer d'autre que de continuer la même politique.

Au moins, les travailleurs sont prévenus qu'il n'y a rien à attendre de ces gens-là. Entre la politique de Barre ou Chirac et celle des socialistes au gouvernement, il n'y aura pas de différence, sinon peut-être les discours par lesquels ils tenteront de faire passer la pilule.

Car les uns et les autres n'envisagent d'aller au gouvernement que pour servir la bourgeoisie, le patronat. Et en cette période de crise où la production se restreint, la bourgeoisie ne trouve à augmenter ses profits qu'en diminuant toujours plus la part des travailleurs ; elle attend donc d'un gouvernement qu'il prenne les initiatives des attaques contre la classe ouvrière.

Dans ce domaine, on a déjà eu la preuve qu'un gouvernement dit de gauche pouvait être tout aussi efficace qu'un gouvernement de droite. Il peut même avoir l'avantage de désarmer moralement la classe ouvrière au point de donner à la bourgeoisie la « paix sociale », c'est-à-dire la possibilité d'attaquer les travailleurs sans que ceux-ci réagissent avec les armes qui sont les leurs : la grève, la manifestation, la lutte avec toute la force que peut leur donner leur nombre, leur place dans la production et le fait qu'aucune richesse ne peut exister sans eux.

De cette « paix sociale » dont le gouvernement de gauche de 1981 à 1986 a fait cadeau à la bourgeoisie, on n'est pas encore vraiment sorti. Mais, pour les travailleurs, en sortir est une question de plus en plus vitale. Ils sont maintenant avertis, plus encore par leur expérience que par les déclarations mêmes des dirigeants socialistes. Et il faut faire en sorte que, quel que soit le gouvernement qui sortira de cette élection, il ait à compter avec une classe ouvrière sans illusions, prête à faire rendre gorge à tous ceux qui ne songent qu'à l'appauvrir encore plus.

POUR SE FAIRE ENTENDRE IL FAUDRAIT PARLER CLAIR

Devant le siège du PCF, place du Colonel Fabien à Paris, l'affiche de Lajoinie est en bonne place.
(Photo Gamma)

«Si vous voulez voter Mitterrand, au second tour, eh bien, faites-le !», **a déclaré Georges Marchais lors d'une conférence de presse le 11 février. Le déplacement de tonalité des discours électoraux des dirigeants du PCF était déjà sensible lors du Comité Central du 9 février, au cours duquel Marchais avait dit notamment :** ***«Tous les sondages indiquent que François Mitterrand sera présent au second tour... C'est donc un élément de nature à rassurer ceux qui veulent battre la droite au second tour».***

Il est certain qu'une bonne partie de l'électorat du PCF ne s'imagine pas ne pas voter pour Mitterrand au deuxième tour, lors du duel qui, selon toute vraisemblance, l'opposera à Chirac ou Barre. Et elle a été entraînée à ce type de ralliement par la direction du PC elle-même ! Et même s'il y a aussi, parallèlement, des militants pour s'y refuser, ou en tout cas renâcler, la direction du PCF tient à ménager cette fraction de ses électeurs.

Reste toutefois maintenant à donner, à ceux-là, des raisons de choisir Lajoinie le 24 avril. Et c'est à quoi s'emploient les leaders du PC. Ainsi Marchais a précisé : *«Des millions et des millions d'hommes, de femmes, de jeunes qui s'apprêtent à voter pour François Mitterrand au second tour parce qu'ils veulent empêcher l'élection d'un président de droite n'ont pas pour autant envie d'approuver un tel bilan du président sortant et de l'encourager à continuer demain la même politique de droite».*

«Faites-vous entendre !» proclament les affiches de Lajoinie : et en effet un bon score de Lajoinie serait, d'une certaine façon, *«un avis critique»* (l'expression est de Marchais) sur le bilan de Mitterrand de la part des électeurs qui auraient fait ce choix, et il serait interprété ainsi.

Mais tout le problème est : se faire entendre pour dire quoi exactement ? Et au service de quelle politique le PCF capitaliserait-il un tel score ?

Dans un meeting à Limoges, Lajoinie a déclaré de son côté : *«Quelles que soient vos intentions pour le deuxième tour où le candidat socialiste sera forcément présent et où chacun aura la possibilité de battre la droite, votez pour le candidat communiste au premier tour pour affirmer votre volonté d'une véritable politique de gauche».*

C'est là qu'il y a tromperie sur la marchandise. En effet, très probablement, un certain nombre d'électeurs qui voteront Lajoinie penseront exprimer ainsi une telle volonté. Mais, si du moins par *«une véritable politique de gauche»* on entend une politique au service des intérêts des travailleurs et si l'expérience de 1981 justement a montré quelque chose, c'est bien qu'il ne fallait pas l'attendre de Mitterrand, mais pas non plus des scores électoraux du PCF !

Faut-il rappeler qu'en 1981, les 4 500 000 voix qui s'étaient portées sur le nom de Marchais n'ont guère compté favorablement pour les travailleurs ? Elles ont simplement permis au PCF d'obtenir quatre postes de ministres – avec le résultat que l'on sait pour le PCF lui-même, d'ailleurs.

Le PCF expliquait alors qu'il fallait avoir des ministres pour se faire entendre. Arlette Laguiller, qui expliquait, elle, que les travailleurs n'avaient rien à attendre de bon d'un gouvernement «de gauche» qui se servirait de son crédit pour détrousser les travailleurs, était accusée par le PCF de faire le jeu de la droite.

S'il obtient des voix, le PCF ne fera-t-il pas demain les mêmes choses, ou plutôt n'aura-t-il pas les mêmes tentations, celles d'utiliser son influence éventuellement acquise, dans des tractations électoralistes, pour obtenir des postes ? Lors des élections municipales de 1989 par exemple ?

Madeleine Vincent a expliqué, dans son rapport au Comité Central, que *«des millions de voix communistes pèseront au lendemain de l'élection présidentielle, quel que soit le président élu, et elles pèseront sur le développement des luttes et de l'union».* Question : comment peser ? Par quelles luttes ? Car il ne suffit pas de parler de luttes, encore faut-il expliquer comment celles-ci peuvent se développer, se généraliser, pour devenir victorieuses. Comment faire pour que les travailleurs reprennent confiance en leur force, comment peuvent-ils se faire craindre au point de faire reculer les patrons ?

Les dirigeants du PCF peuvent éluder – en tout cas, un certain nombre de militants le font – en disant qu'il sera toujours temps de répondre à ces questions après les élections, quand le problème se posera concrètement. Et même, ajoutent-ils, en parler trop tôt risque d'effaroucher les électeurs. On a vu ce qu'il en a coûté, à la classe ouvrière (et au PCF lui-même) de ne pas en parler en 1981 et dans les années qui ont suivi, en déception, en démoralisation et en reculs...

C'est maintenant qu'il faut dire aux travailleurs ce que l'avenir leur promet et la façon dont il faudra l'affronter, pour ne plus subir. C'est avant les élections qu'il faut expliquer TOUTE la signification du vote. Pour que son résultat soit clair, à la fois pour ceux qui l'ont émis, et pour les ennemis des travailleurs.

Faute d'être claire jusqu'au bout, la campagne du PCF laisse toutes les hypothèses ouvertes quant à la façon dont il utilisera les voix des travailleurs qu'il rassemblera. Et malheureusement, le passé fait supposer le pire.

J.-P. VIAL

DISSOLUTION OU PAS, C'EST LA POLITIQUE DE DROITE QU'IL MÈNERA

Au *Grand Jury RTL-Le Monde* du 7 février, l'ancien Premier ministre socialiste Laurent Fabius a déclaré que, selon son *«intuition»*, la dissolution de l'Assemblée nationale *«a beaucoup de chances d'intervenir»* en cas d'élection d'un président de gauche.

Ce problème partage les dirigeants du Parti Socialiste, les uns se prononçant pour, les autres contre. Mais tous sont bien d'accord pour attendre le résultat de l'élection présidentielle avant toute décision ; décision pour laquelle ils devront d'ailleurs bien s'en remettre à Mitterrand, s'il est réélu. Mais, en attendant, le doute sur cette question évite d'écarter du vote pour Mitterrand, tous ceux qui sont persuadés qu'un président élu par la gauche avec une assemblée de gauche pourrait mener une politique différente de l'actuel tandem cohabitationniste. Et même si les dirigeants socialistes sont tout prêts à gouverner avec la droite plutôt que d'être écartés du pouvoir, leur intérêt n'est pas de l'afficher ouvertement, ne serait-ce qu'à cause des illusions de leurs électeurs.

Et au lendemain de l'élection, ce qui est sûr, c'est que Mitterrand pourra aussi bien faire une politique de droite avec une Assemblée à majorité de gauche qu'avec une Assemblée à majorité de droite.

L.G.

Le gouvernement et la santé

LES ASSURÉS SOCIAUX SONT PLUS MALTRAITÉS, MAIS LES MARCHANDS DE CANONS SONT BIEN SOIGNÉS

Pour la première fois dans l'histoire de la Sécurité sociale, les dépenses de la caisse d'assurance maladie des salariés ont diminué. Pour 1987, elles sont inférieures de 0,8 % par rapport à l'année précédente, alors que jusque-là elles s'accroissaient d'une année sur l'autre.

Cette baisse, ce n'est pas une amélioration de la santé de la population et des travailleurs qui l'explique. Au contraire, car ce résultat correspond à la pression du gouvernement : les médecins ont été encouragés à réduire les soins et à modérer les prescriptions sous peine de sanctions. Et cela en même temps que les remboursements ont été réduits. En particulier, la gratuité totale des soins a été supprimée pour quelque 750 000 malades, pour la plupart des personnes âgées. La baisse sur les indemnités journalières est elle aussi spectaculaire : -9,4 % sur l'année. Un record dû à la fois à la pression du chômage – les travailleurs hésitent, même malades, à se faire arrêter – et à la pression sur les médecins qui limitent les congés-maladie.

Cette baisse de la quantité et de la qualité des soins médicaux, non seulement les salariés la paieront, mais aussi toute la population, car les frontières de la maladie ne sont pas aussi imperméables que les frontières sociales. Mais qu'importe au gouvernement. Il économise 10 milliards sur le trou de la Sécu, mais il n'hésite pas à en jeter 500 en cinq ans pour accroître le potentiel militaire.

L.G.

Pour les jeunes de 7 à 77 ans

DAVANTAGE DE PETITS BOULOTS DAVANTAGE DE BAS SALAIRES

Georges Chavanes, le ministre de l'Artisanat et du Commerce, l'a répété lundi 7 février, il veut se lancer à la «reconquête» de l'apprentissage. Et pour cela il rappelle qu'une loi votée en juillet 1987, dont les décrets viennent tout juste de paraître au *Journal officiel*, donne la possibilité d'entrer en apprentissage jusqu'à... vingt-cinq ans !

Etre sous-payé jusqu'à cet âge-là, avoir le droit de balayer l'atelier ou d'être employé à toutes les besognes sous prétexte que c'est pour faire *«rentrer le métier»*, ah que voilà une belle réforme, pour les patrons ! Sans compter qu'en plus du reste, au titre de cette loi, le gouvernement s'est engagé à leur débloquer 220 millions de francs.

Pas de doute, le gouvernement se démène. Pas pour créer des emplois, ça non. Mais pour procurer au patronat de la main-d'œuvre toujours plus taillable, toujours plus corvéable.

ERRATUM

Dans l'article intitulé «Séguin passe aux actes», *publié la semaine dernière* (Lutte Ouvrière n° 1027), *il était fait mention de la perspective peu enthousiasmante pour les TUC* «de travailler 39 h par semaine en gagnant 1200 F par mois». *Il y avait là, comme un certain nombre de lecteurs l'ont remarqué eux-mêmes, une erreur. Les TUC ne sont censés travailler que 20 h par semaine (et certains peuvent toucher un peu plus que 1200 F, selon le bon vouloir de leur employeur...)*

C'est un autre type de «stages en entreprise», les «SIVP» qui eux ont un horaire de travail de 39 h par semaine...

Le directeur de l'hôpital de Clamart essayant de se justifier. (Photo AFP).

L'HÔPITAL SE MOQUE-T-IL DE LA CHARITÉ ?

Le 31 décembre dernier, c'est en sortant de l'hôpital de Clamart, où il venait de subir une «visite de routine», qu'un jeune de 18 ans a été fauché par une voiture et est mort sur le trottoir, une vingtaine de minutes plus tard. Il avait fallu attendre le SAMU pour pouvoir le transporter à l'hôpital à seulement 400 mètres de là. Le personnel ayant été prévenu par la fiancée du jeune homme, le bloc opératoire y avait été préparé, mais aucun médecin ne s'était rendu immédiatement sur place auprès de la victime.

Le père du jeune homme a porté plainte contre X pour *«non-assistance à personne en danger»*. Le directeur de l'hôpital répond que son personnel n'est pas habilité à intervenir à l'extérieur, et que l'état de l'accidenté nécessitait le transport à l'aide d'un matériel spécialisé tel celui dont dispose le SAMU.

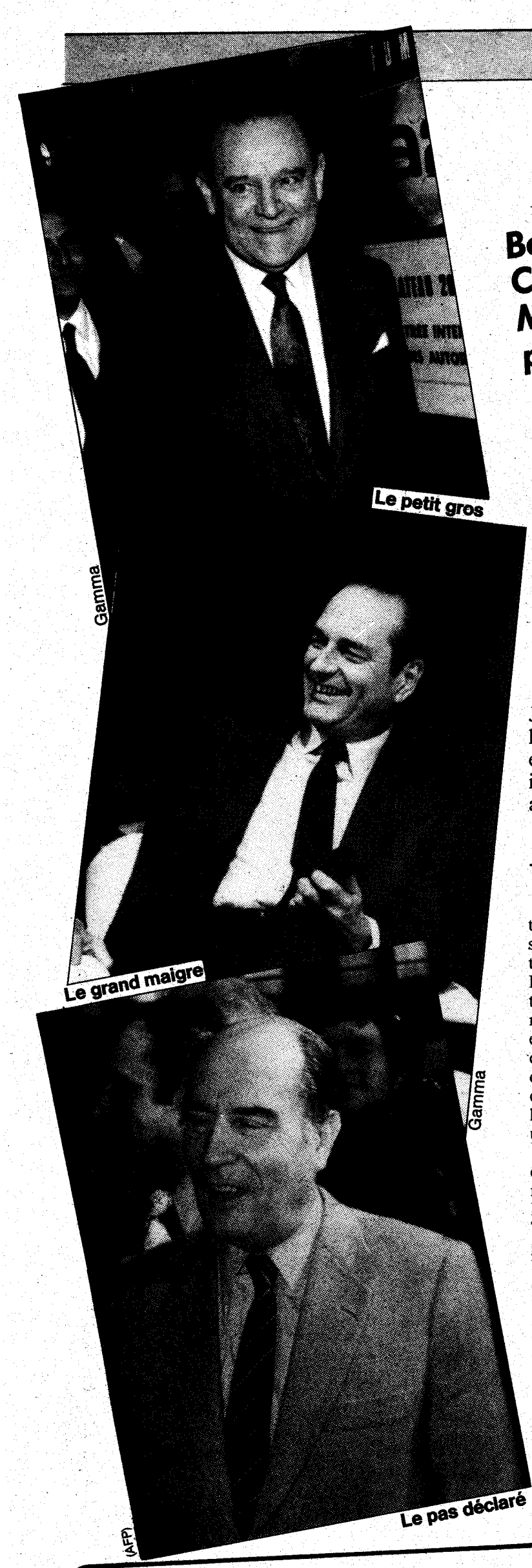
Il est difficile de dire si la victime aurait pu être sauvée par une intervention plus rapide et si la contrainte de règlements qui a été invoquée a bien conduit ou pas à la mort du jeune homme. Mais l'impression des proches de ce dernier que tout n'a pas été tenté est fort compréhensible.

Michèle Barzach, ministre de la Santé, a ordonné l'ouverture d'une enquête. Elle est intervenue publiquement pour dire – parlant de l'hôpital – qu'il *«n'y a pas de loi ni de règlement qui dise qu'il faut rester à l'intérieur et ne pas en sortir»*. Et à l'usage du personnel hospitalier en particulier, elle a déploré la rigidité administrative.

Michèle Barzach se donne ainsi le beau rôle. Certes, les aspects bureaucratiques du fonctionnement social ne manquent pas et font bien des victimes. Certes, les responsables sont à tous les niveaux. Mais ce sont les plus hauts placés qui donnent le ton, eux qui font les lois et les règlements. Et cela fait maintenant des années que la question de la définition du rôle de chacun, personnel hospitalier, SAMU, pompiers, est posée, cet accident n'étant pas le premier à mettre le problème de façon dramatique sur le devant de l'actualité. Dans la mesure où il y aurait une réponse permettant par des textes de rendre les réactions des uns et des autres plus humaines que bureaucratiques, comment se fait-il que les responsables au gouvernement ne l'aient toujours pas fait mettre en application ?

Dans la mesure où le problème est plus une question d'attitude morale, où sont les principaux responsables ? Oui, la société est bureaucratique et la crainte de prendre des responsabilités paralyse bien des individus qui ne savent prendre des risques que pour leurs intérêts personnels. On ne peut pas dire que ce soit particulièrement le cas du personnel hospitalier, généralement dévoué. Reste que l'individualisme est la marque du système social dans lequel nous vivons, un système dont la finalité est le profit et l'enrichissement personnel. Mais les responsables de ce système, ce sont d'abord ceux qui en bénéficient pour eux-mêmes, cette classe de bourgeois parasites, dont Michèle Barzach et les gens de son parti sont les défenseurs et les zélateurs.

Louis GUILBERT



Barre, Chirac, Mitterrand, les candidats rient, parfois même ils chantent...

CES COMPÈRES NOUS JOUENT LE MÊME AIR

Mais oui, il peut le faire ! Barre peut sourire... Au Journal de 20 h d'Antenne 2, le lendemain de l'annonce officielle de sa candidature à l'Elysée, il a eu la risette systématique, aussi bien devant les images de Mitterrand à La Réunion qu'en réaction aux commentaires sur Chirac et lui-même du genre *«blanc bonnet-bonnet blanc»*... Bref, le «look» du candidat Barre, désormais explicite, se veut serein et aimable.

Chirac, lui, qui s'affiche en play-boy vieillissant mais dûment bronzé, donne dans le style carrément décontracté.

Il faut se différencier, a dit Barre à Antenne 2, rien n'est plus triste que l'uniformité. *«Nous avons des conceptions différentes, des projets qui ne sont pas identiques et des personnalités qui n'ont pas les mêmes aspects...»* En effet : comme au cinéma, il y a le grand plutôt mince, et le petit tout à fait rond. Si l'importance de la nuance politique vous échappe, la différence des personnages, elle, est néanmoins au centre des préoccupations des intéressés...

Dans le genre duo rigolo, certes il y a mieux, et on peut douter que celui-ci amuse vraiment la galerie. Mais il faut dire que le scénario du (trop) long métrage est d'une minceur affligeante : quand on a en réalité exactement le même programme, les mêmes thèmes, quand on a, pour ce qui est de Barre, voté tous les textes du gouvernement Chirac depuis 1986 et que ses «amis» font partie de ce même gouvernement, que trouver pour *«se différencier sans s'agresser»* ?

Et pendant ce temps-là, Mitterrand chantait en créole à La Réunion...

Le truc pour faire entendre sa différence à lui ?

C. LG.

Mitterrand, le non-candidat en Réunion

Le pas-encore-candidat Mitterrand ayant, au cours de son septennat, oublié ou pas eu le temps d'aller dans l'île de la Réunion, il devenait urgent, à trois mois des élections de s'y rendre. D'autant que Chirac et Barre ne négligent jamais d'aller surveiller les électeurs de ce «département français» de l'océan Indien, et que tous les deux doivent encore y faire un tour avant les élections.

Le voyage de Mitterrand a été émaillé de quelques vacheries politiciennes. Bernard Pons, ministre des DOM-TOM, a refusé d'accompagner le président, arguant que, bien que non-déclaré, celui-ci était déjà un candidat de fait. Sur place, le maire RPR de Saint-Denis lui a balancé un discours venimeux, auquel Mitterrand a répliqué sur le même ton, avant de lui tourner le dos. Et, pour finir, Mitterrand a refusé de se laisser interviewer par radio-RFO (Radio France d'Outre-Mer) connue pour sa partialité en faveur du gouvernement. Bref, on était en pleine campagne électorale.

Devant les foules rassemblées en majeure partie par le PC réunionnais – qui a fait plus de 29 % des voix aux dernières élections législatives – Mitterrand a brodé sur le thème de l'égalité, de la fraternité, et de la justice *«mots employés depuis trop longtemps»* a-t-il admis, mais *«j'y crois de toute mon âme»*. Il n'a rien promis évidemment, puisque n'étant pas candidat il n'a pas à faire de promesse, et parce que de toute façon, même s'il annonçait sa candidature, il n'aurait rien à promettre.

La Réunion qui vient aussi de voir passer Mitterrand, avant de voir passer les deux autres, est cependant dans une situation dramatique: il y a officiellement 37 % de chômeurs.

Quant à ceux qui travaillent, ils ont droit à un SMIC inférieur de 20 % à celui de la métropole, et même les TUC sont payés moins cher. Ce territoire sous-développé s'enfonce dans la crise et dans la misère. Mais pour les politiciens français, tout cela est secondaire, ce qui compte c'est d'obtenir des suffrages. Même si le premier parti de l'île c'est le parti... des chômeurs.

A.V.

BAVURES ET COUVERTURES, LES DEUX MAMELLES DE L'ÉTAT

A Marseille, le policier qui a tué le fils d'un chauffeur de taxi a commencé par être libéré sur intervention de Chalandon, le ministre de la Justice. Puis, devant les protestations, il a été arrêté et inculpé. Les flics protestent à leur tour, et la justice hésite...

Que la victime ait été «tirée» à 25 ou 30 centimètres ou qu'elle l'ait été *«à bout touchant»*, qu'elle ait tenté ou non de se saisir de l'arme braquée sur elle, comme cela se discute maintenant, voilà qui ne change rien sur ce que cette affaire révèle des rapports entre la justice, la police et le pouvoir politique. On savait déjà avant la «bavure de Marseille» que l'indépendance de la justice n'était qu'une plaisanterie. Et on savait également que les policiers n'étaient ni considérés ni traités par le pouvoir politique comme des citoyens comme les autres.

Là-dessus rien de bien nouveau. Une fois encore, même si le policier reste quelques temps en prison, le premier réflexe du pouvoir politique aura été de le couvrir. Et ce n'est que devant la réprobation des magistrats, et devant les conséquences possibles sur l'électorat de cette double bavure, policière et judiciaire, que d'en haut de nouvelles consignes sont venues concernant le sort du policier.

La police est «protégée» parce qu'elle ne sert pas qu'à faire traverser les enfants qui vont à l'école. Accessoirement elle a pour tâche de faire pièce aux truands, ce dont elle s'acquitte plus facilement à l'encontre des petits malfrats que des grands bandits qui bénéficient de protections... politiques. Mais la tâche essentielle du corps des policiers, c'est le maintien de l'ordre social avec ses privilèges de classe.

Si les policiers devaient être traités comme tous les citoyens, quelles raisons pourraient demain leur faire accepter de réprimer des ouvriers en grève ou des lycéens manifestant dans les rues ? Une bonne justification pour que les hommes du gouvernement de la bourgeoisie – les Joxe ou les Deferre autant que les Chalandon ou les Pasqua – soient à plat ventre devant leurs hommes de main. Du moins autant que leurs ambitions ministérielles le leur permettent, compte tenu des périodes électorales.

L.G.

La candidature d'Arlette Laguiller

LA SOUSCRIPTION

Total à ce jour : 280 261 F

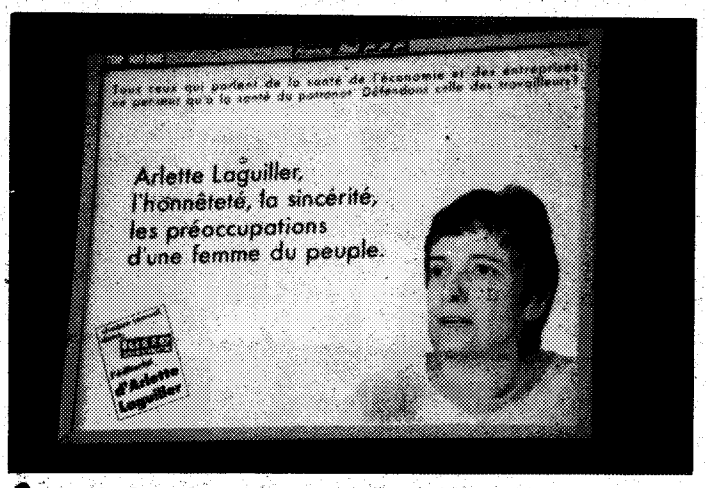
Envoyez votre soutien au journal, par chèque à l'ordre de LUTTE OUVRIERE, envoyé à notre boîte postale (Lutte Ouvrière – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18), ou virement postal adressé directement aux Chèques postaux, à l'ordre de LUTTE OUVRIERE, CCP 31 175 86 W – La Source, avec la mention «souscription».

SAINT-ETIENNE : Michel Riotord Saint-Etienne : 100 F. André Riotord Saint-Etienne : 100 F. Charrel : 30 F. S. Basson : 50 F. G. Bouchet : 100 F. Un lecteur : 20 F.
GRENOBLE : Un historien démocrate : 150 F. Amevet F. : 30 F. Dupuy B. : 50 F. G. Ronzel : 50 F. Mouries ; 50 F. Cartron : 50 F. Une lectrice : 50 F. R. Giraud : 50 F. Devant Rhône-Poulenc : 10 F. Marché Chambéry : 10 F. Barraud Retraité : 50 F. Alain : 50 F. Louis M. : 50 F. Henry : 30 F. René : 20 F. Perez : 50 F. Arnauldt : 20 F. Toure : 10 F. Jacques : 50 F. Mori : 20 F. Secrétaire : 300 F. Un copain : 200 F.
CANNES : Une camarade : 200 F. Pour la révolution : 300 F. Pour une société meilleure : 50 F. Un facteur : 50 F.
CHOLET : Michèle : 100 F. Anne-Marie : 50 F. Françoise : 50 F. Monique : 100 F. **NANTES :** Un sympathisant : 200 F. Riveau : 200 F. Robin : 50 F. Demargues : 50 F. Enseignant : 50 F. Alain : 50 F.
LORIENT : Une instit du Morbihan : 15 F. Une animatrice musique : 23 F. Resch Philippe : 100 F. Leroux Hervé : 100 F. Un frigoriste de Nantes : 50 F. Jean-Luc (un musicien de St- Nazaire : 100 F. Un prof. de breton : 50 F. **TOURS :** Le Floch : 100 F. Brassens : 100 F. Boursicowsky : 50 F. **DEPOT SNCF ST-PIERRE DES CORPS :** Thouvenot : 100 F. Roussel Henri : 100 F. Pelletant Maurice : 50 F. Tesson Alain : 20 F. **ANGERS :** J.F. Pozzan : 100 F. Joëlle Chaillou : 500 F. **RENNES :** Seigneur Jean : 50 F. Pichon Sylvie : 50 F. Pichon Albert : 50 F. Auray : Mère d'un camarade : 200 F. A.M : 100 F.
MONTBELIARD : Un ouvrier Peugeot-Sochaux : 100 F. André chômeur : 30 F. Daniel Ouvrier Peugeot-Sochaux : 30 F. Jeanine - mère de famille : 50 F. Parents d'un copain : 100 F. Une copine 50 F. Copain bidasse : 50 F. Incognito : 50 F. Ronol : 10 F. Bertrand : 20 F. Brigitte : 100 F. **LYCEE VALENTIGNEY :** Lachat Frédéric : 100 F. Un lycéen : 100 F. Une lycéenne : 10 F. Eric Belfort : 100 F. Une mère inquiète : 30 F. Un ouvrier : 50 F. DC Enseignante : 500 F. **PEUGEOT-CARROSSERIE :** Alain Le Vosgien : 30 F. Jouillerot : 20 F. Un intérimaire : 20 F. Denis : 25 F. Pas d'accord : 10 F. Lionel : 100 F. Roger : 20 F. Jacky : 50 F. **BESANCON :** Isabey Colette : 100 F. Maupéou Michèle : 100 F. Maria Maman d'un copain : 100 F. Bauquier Alain travailleur frontalier : 200 F. Une infirmière : 70 F. Une travailleuse : 50 F. Michèle : 100 F. Christian et François : 50 F. Fernand et Sylvaine : 150 F. Pascale : 50 F. Chouchou : 100 F. Charlie : 50 F. Béa : 50 F. Maman et papa : 100 F. Marie-Thérèse : 100 F. Maryse : 50 F. Anonyme : 50 F. Crapokes : 40 F. Un lycéen : 50 F. Anonyme : 10 F. M. Sevy : 200 F. Nath : 100 F. Claude 100 F. Ghislaine : 100 F. **MULHOUSE :** Titi (Peugeot) : 20 F. Elise : 300 F. Anonyme : 400 F. Etudiant : 100 F. Françoise : 200 F. Armel : 100 F. **STRASBOURG :** Le bras/Berlier : 200 F. Reichenbach : 100 F. Soutien vente : Pré-retraitée de GM : 12 F. Vente Auchan : 22 F. **BELFORT :** Combet Alain : 50 F. Richard Jacques : 200 F. Belot Liliane : 100 F. Jeanine : 100 F. Manu Lecture : 100 F. **CLERMONT-FERRAND :** Mécano : 50 F. Electricien : 50 F. Electricien : 40 F. Ouvrier A.I.A : 50 F. Ouvrier A.I.A : 50 F. Electricien A.I.A : 50 F. **MICHELIN :** Un ouvrier CGT Michelin : 25 F. La Mimi : 50 F. Un ouvrier Michelin : 10 F. Fargette : 15 F. **FORBACH :** Dominique Bauer : 200 F. **METZ :** Un militant : 300 F. **NANCY :** Une tante sympa : 600 F. Fabien : 300 F. Philippe : 200 F.

REÇU AU JOURNAL

J.V. (Marseille) : 220 F E.C. (Valay-70) : 300 F. André (Malesherbes) : 100 F. P.B (Grand Quevilly) : 20 F. Hervé et Mme (Wavrechain) : 100 F. J. L. (Vincennes) : 100 F. C.R (St- Sauveur-17) : 1000 F. R.M. (Sarlat) : 100 F. H.B. (Gex) : 500 F.

REGION PARISIENNE : Maman Delbo : 100 F. Dominique D Delbo : 50 F. Denis : 100 F. Raoul : 300 F. Sylvie : 150 F. Georgette : 100 F. Hélène : 40 F. Cecilia : 600 F. Genet : 200 F. Perrot : 200 F. Philippe : 200 F. Nathalie : 100 F. Stéphane : 100 F. Jean-Christophe : 100 F. Violaine : 200 F. Antoine : 100 F. Franck : 100 F. Jacques (Argenteuil) : 50 F. Dani (Argenteuil) : 10 F. Michel (Argenteuil) : 50 F. Cajdos R : 400 F. Brocquet : 50 F. Carmona : 50 F. Boucham : 20 F. Arlette B, une ex : 1000 F. Hervé : 200 F. David : 100 F. Pierre Arthur : 700 F. Solange, mère d'un militant : 50 F. Le Golem : 50 F. Gilles Ville des Champs :



100 F. Eric : 100 F. Une retraitée : 500 F. Franck, Renault Billancourt : 50 F. Alain : 50 F. Claire : 100 F. Jean-Marc Levallois : 40 F. Pierro : 200 F. Olivier : 200 F. Dominique (Sorbonne) : 100 F. Emmanuel Pô : 100 F. Perin : 100 F. Michel : 400 F. Christophe Goin, lycéen : 20 F. Bruno, lycéen : 100 F. Une copine, étudiante de Nanterre : 80 F. Une copine étudiante de Nanterre : 200 F. Yves (sympathisant) : 400 F. Cécile : 50 F. M. Hélène : 50 F. Mme Auquart : 100 F. Ventes marché : 25 F. AIPS Sport Loisirs : 100 F. Thierry Nadeau : 100 F. Claire Michard : 50 F. Geneviève Leforestier : 50 F. Alain K : 20 F. Bernadette Ros (instit) : 100 F. Marc et Martine : 50 F. Bernard : 100 F. François : 100 F. Anonyme : 200 F. Gérard (Montataire) 25 F. Un travailleur de Montupet : 50 F. Jérome : 1000 F. Betty : 100 F. Anne : 400 F. Guy : 500 F. Willy : 100 F. Urain JC : 500 F. Dalila : 50 F. Martine : 100 F. Marc : 50 F. Anne-Marie : 100 F. Patrick : 50 F. Gérard : 100 F. Maryse : 100 F. Bernard : 50 F. Chevard : 300 F. Hollywood : 350 F. Monpard : 500 F. C. Graal : 200 F. Odile : 200 F. Catherine : 100 F. C.D 500 F. Régine : 100 F. Colin : 50 F. Pauline : 50 F. Marché Kremlin-Bicêtre : Denise : 15 F. Sonia : 20 F. Michel 100 F. Pour Arlette : 125 F. Y. Defortaine : 100 F. M.A : 50 F. G : 100 F. Meaux : Meaux Beauval : 20 F. Becquet : 300 F. Meeting du 15/01/88 : Un copain : 50 F. Un copain et une copine : 40 F. Un copain (Jel) : 20 F. Un camarade : 50 F. 91 : Izard Clémence : 150 F. Ginabat André : 200 F. Michel (Corbeil) : 200 F. Lis Anne- Marie : 100

Vous voulez coller

nos affiches dans votre secteur, sur les murs de votre ville ou de votre village ? Rien de plus simple : nous pouvons vous les envoyer, si vous nous indiquez votre adresse et moyennant les frais d'envoi.
Envoi contre 7,40 F pour cinq affiches, 10 F pour dix affiches. En timbres... ou en arrondissant votre souscription !

Lecteurs de la région parisienne, retenez cette date !

MEETING

avec

ARLETTE LAGUILLER

candidate de LUTTE OUVRIÈRE

à PARIS

Grande salle de la MUTUALITÉ

Vendredi 19 février à 20 h 30

F. *Renault CTR Lardy :* 100 F. *Renault-Billancourt :* Pierrot : 350 F. Laurent : 50 F. *Groupe Malakoff :* Nelly : 50 F. Danièle : 50 F. Alain : 100 F. M. Elisabeth Planet : 50 F. Soutien marché : 50 F. *Archives (Paris) :* Robert : 200 F. Pierrot : 100 F. Martine : 100 F. *UAP Tour Assur :* Irène : 80 F. Marie-Claire : 50 F. *CRMA :* Refrar : 50 F. Jean- Jean : 50 F. *Rhône-Poulenc (Vitry) :* Un RP 26 : 20 F. Un RP 28 : 20 F. RP Embonate : 20 F. RP Extérieur : 20 F. RP 124 : 50 F. RP Magasin Antibio : 20 F. RP 124 : 10 F. RP 29 : 20 F. RP 19 : 20 F. RP 124 : 60 F. RP 29 : 100 F. RP Extérieur : 40 F. *PLM (Paris) :* Françoise : 200 F. Hervé I : 100 F. Gérard L : 100 F. *PTT (Austerlitz) :* Alain : 200 F. Marc : 300 F. Patrick : 100 F. Pierre : 50 F. JMG : 40 F. Monique : 70 F. Michel : 50 F. *PTT (Bagnolet) :* Pierre : 200 F. Philippe : 100 F. Patrice : 50 F. Une dame sur le marché : 100 F. José : 100 F. Laurent : 50 F. Jean-François : 20 F. Alain : 20 F. *PTT (Paris) :* Patrick : 200 F. Lever : 100 F. Didier : 250 F. Solignac : 100 F. Leugarie : 100 F. Personne : 200 F. Chanterault : 50 F. *Roussel-Uclaf (Romainville) :* Claude : 50 F. Dédée : 50 F. Joël : 120 F. Ginette : 100 F. Marie-France : 100 F. Alain Iltis : 100 F. Eliane Padrao : 300 F. Geneviève : 25 F. Richard : 20 F. Jeanine : 20 F. Claude Fromentin : 50 F. Odile : 50 F. Michel Tutin : 50 F. Roland : 50 F. Philippe Hugonnot : 25 F. *Chèques Postaux (Montparnasse) :* Monique : 200 F. Brigitte : 200 F. Sylvie : 100 F. José : 200 F. Sylvie : 200 F. *Chèques Postaux (Bourseul) :* Sylvia : 100 F. Nicole : 100 F. Françoise : 100 F. Christine : 50 F. Marie-Christine : 50 F. Guillène : 20 F. Farid : 200 F. Huguette : 100 F. Michel : 100 F. Blanc Philippe : 100 F. Francine : 150 F. Jackie : 150 F. Baudet Pierette : 100 F. Un collègue : 10 F. Peyron : 200 F. Une ouvrière : 20 F. Ginos : 50 F. Valentino : 50 F. *Alcatel :* Daniel G : 200 F. *Crédit Lyonnais (Paris) :* Sabre Christian : 20 F. Deskeuve Yvette : 200 F. Cozic Didier : 200 F. Pierre Docquois : 50 F. Gérard Carcaillon : 50 F. R. Labboz : 200 F. Jonny : 50 F. Milou : 200 F. M : 100 F. Eric : 100 F. Dominique : 50 F. Mireille : 50 F. Philippe : 50 F. Ghislaine : 20 F. Dominique : 30 F. Arlette : 100 F. Hélène Aubusson : 50 F. Evelyne : 50 F. *SNCF Dépôt Chapelle Paris :* Boyer Danielle : 200 F. Auber Lamblin : 50 F. Venizzi Richard : 50 F. Roynord : 20 F. Babled : 20 F.

Le vendredi 19 février, à 20 h 30

MEETING LUTTE OUVRIÈRE À MONTLUÇON

Salle Robert Lebourg
rue de la Presle

avec Daniel VITRY

porte-parole de la Coordination nationale des cheminots pendant la grève de l'hiver 1986-87

CHERBOURG : Marcel, docker : 50 F. **BEAUVAIS :** Une travailleuse : 100 F. **LE MANS :** Jean : 50 F. Bernard : 20 F. Ben : 50 F. Toph : 100 F. Bruno : 50 F. Fabien : 100 F. Tony : 100 F. Anne Sophie : 100 F. Murielle : 100 F. Sylvie : 100 F. Céline : 50 F. Cyril : 50 F. Anonyme : 50 F. Valéry : 200 F. Emmanuel : 50 F. **CAEN :** Marie : 100 F. Philippe : 40 F. Olivier : 50 F. Joël : 50 F. Marie-Christine : 30 F. **DIJON :** June (JA) : 100 F. Michel : 1000 F. Christian : 50 F. Une instit : 100 F. Annie et Dominique : 100 F. Burner H : 100 F. Pour une candidature féminine : 100 F. Une vieille dame : 100 F. Sympathisant du lycée Carnot, un acompte : 50 F. Un étudiant, acompte : 50 F. Anita (PTT Dijon) : 100 F. Une factrice : 150 F. Un soutien : 76 F. *BE (Dijon) :* Une copine de Gould, solidaire : 250 F.(un 1er versement) **CHALINDREY :** Odette : 100 F. Xavier : 100 F. **LE CREUSOT :** Un ouvrier indépendant : 50 F. **CHALON S/SAONE :** Anonyme sympa : 30 F. 2 sceptiques désabusés de Poligny : 100 F. Un ouvrier de Kodak : 100 F. Vaillant : 500 F.
ORLEANS : Un lycéen : 50 F. Ouvrière CEET : 50 F. Ouvrière CEET : 40 F. José Hamaide : 600 F. Bernard (instit) : 100 F. Michèle (instit) : 150 F. Emmanuelle (instit) : 100 F. Dominique (instit) : 100 F. Véronique Droal : 200 F. Zouzou : 100 F. Angelina : 100 F. **NEVERS :** Deux retraités : 50 F. Minard : 50 F. Rousseaux Marcel et Odile : 20 F. Mme Guyot : 30 F. Un ouvrier d'Imphy : 100 F. Une instit : 550 F. Mireille : 50 F. Un ouvrier des acieries : 100 F. Une collègue : 50 F. Aika : 20 F. Frédérique : 10 F. Christophe : 25 F. Laurent : (acompte) : 10 F.

La candidature d'Arlette Laguiller

Vendredi 5 février à Vannes :

LA VOIX DES TRAVAILLEURS EN COLÈRE

Après Dunkerque, Narbonne, St-Brieuc, Avignon, Merlebach, pour ne citer que quelques-unes des villes où elle a tenu meeting depuis cet été, Arlette Laguiller se trouvait à Vannes, le vendredi 5 février.

C'était la première fois qu'elle tenait une réunion publique dans cette ville du Morbihan. Et si la presse s'était déplacée **(Ouest-France, le Télégramme, la Liberté du Morbihan,** les caméras de FR3 et de la Cinquième chaîne de télévision), un public de travailleurs et de jeunes était bien là – environ 200 personnes – dans la salle du Palais des Art et des Congrès de Vannes. Un public attentif et chaleureux qui réagissait aux propos d'Arlette, en particulier lorsqu'elle s'en prit aux ministres et aux économistes qui veulent faire "sauter" le SMIC :

«Ils traitent les ouvriers de privilégiés, d'égoïstes, de corporatistes, ils leur mettent sous les yeux les nouveaux pauvres, les exclus, les chômeurs en fin de droits pour faire honte aux travailleurs, pour leur dire "s'ils sont malheureux, c'est parce que vous êtes trop payés !", "Acceptez de moins gagner et on pourra les embaucher". Oui, ils osent dire cela, qui est un mensonge énorme, éhonté, c'est quasiment de la provocation !

Car enfin d'où sortent-ils ces exclus, ces chômeurs en fin de droits, ce quart-monde de la misère visible au cœur des pays riches ? Qui les a fabriqués ? Qui les a jetés hors de la production, d'abord, puis hors des caisses de chômage, puis hors de leur logement ? Qui ? Les ouvriers payés au SMIC, ou les patrons, les bourgeois, les propriétaires qui ne connaissent d'autre règle morale que leur portefeuille et d'autre loi que celle du profit ?»

Est-ce qu'ils ont embauché pour autant ? Non, c'est tout le contraire, le chômage est passé de 1 700 000 en 1981 à 3 millions aujourd'hui, sans compter les TUC, les stagiaires et autres détenteurs de petits boulots.»

Ou encore lorsqu'elle a dénoncé la politique des gouvernements successifs qui, depuis dix ans, n'ont cessé d'appauvrir la population au bénéfice des entreprises :

«Nous voyons bien que l'on nous a menti, menti depuis dix ans. Menti quand on nous disait qu'il fallait d'abord que les entreprises aillent mieux, qu'elle accroissent leurs marges bénéficiaires, qu'elles baissent leurs coûts salariaux, qu'après seulement cela irait mieux. Le chômage ? La relance ? C'était d'abord la santé des entreprises. Alors il y en a eu des cadeaux aux entreprises sous Giscard, sous Barre, sous Mitterrand, sous Chirac, il y en a eu des dégrèvements, des facilités, des allégements, on leur a même offert avec les stages et les formations diverses des travailleurs à moitié prix.

Elle a aussi rappelé quelques-uns des faits d'armes des socialistes et des communistes au gouvernement :

«Qui a fait admettre par les travailleurs le blocage des salaires en 1982 ? Delors, un ministre socialiste ! Aucun gouvernement de droite n'avait réussi à le faire. Jusque-là, vaille que vaille, et même si c'était avec retard, les augmentations de salaires suivaient celle, officielle, des prix. Eh bien, les socialistes ont cassé tout cela. (...) Lajoinie dit aujourd'hui que, dès 1982, le PC n'était plus d'accord avec ce que faisait le gouvernement. Mais ça ne l'a pas empêché d'y participer et pendant deux longues années encore.

Ils étaient là, les ministres communistes quand le gouvernement a autorisé les 2000 licenciements chez Talbot (il est vrai que Talbot en demandait 3000 !). C'est même un communiste, Jacques Ralite, qui était ministre délégué à l'Emploi. Il est bien resté sur sa chaise, Ralite. Pas content peut-être, mais cramponné à son strapontin, comme les autres.

Alors c'est facile de dire aujourd'hui, on a été trahis, les socialistes et Mitterrand n'ont pas tenu leurs engagements ; évidemment que la gauche au gouvernement n'a pas répondu aux espoirs que les travailleurs avaient mis en elle en 1981. Ç'a été une déception pour les travailleurs, mais ça n'a pas pu être une surprise pour Lajoinie, pas pour un grand parti, pas pour des hommes qui font profession de faire de la politique et, disent-ils, de défendre les travailleurs. Ou alors il faut reconnaître qu'ils étaient aveugles en 1981 – aveugles et sourds – parce que moi, candidate déjà dans cette élection-là, ça me crevait les yeux.»

Avant de poser la question la plus importante de ces élections :

«Comment les travailleurs peuvent-ils faire quelque chose pour eux-mêmes et quand pourront-ils le faire ?

Je répondrai : au 1er tour, car au deuxième tour on l'a vu, il n'y aura pas entre les candidats en lice la moindre possiblité de voter pour une politique contre une autre. Au 2e tour, l'on demande aux électeurs de plébisciter la même politique au travers de deux candidats différents. Mais au 1er tour il y a la possibilité de s'exprimer.

Et s'exprimer, c'est dire clairement que les travailleurs veulent mettre un coup d'arrêt aux attaques de la bourgeoisie et du gouvernement, ce que seul le vote pour une candidate d'extrême-gauche, une travailleuse qui n'a jamais renié ses idées, jamais caché ce qu'elle pensait, qui est toujours restée fidèle aux combats et aux intérêts de sa classe, peut permettre.»

A la fin de l'intervention d'Arlette, il y a eu de nombreuses questions. Sur ce que les socialistes ont fait de bien lorsqu'ils étaient au gouvernement (la culture, les 39 heures, l'impôt sur les grandes fortunes), sur la nécessité de passer par dessus les réflexes corporatistes des ouvriers et le frein des directions syndicales pour élargir les grèves (question posée par un cheminot), sur la paysannerie, sur la mentalité des ouvriers devenus patrons, sur les politiques respectives des centrales syndicales durant **"les années noires que nous vivons"**, sur la candidature de Pierre Lambert, sur l'insoumission, etc.

Ce fut un débat direct et fraternel qui permit de préciser les grandes options de Lutte Ouvrière.

C'est promis, Arlette Laguiller reviendra à Vannes ou dans la région, dans l'avenir.

Grève des infirmières, des marins,

LES TRAVAILLEURS BRITANNIQUES

Depuis le 8 février, les 32 000 ouvriers des usines Ford de Grande-Bretagne sont en grève illimitée. C'est la première grève nationale dans l'automobile depuis dix ans. Mais surtout cette grève s'inscrit dans un climat social que l'on n'avait pas vu depuis bien des années en Grande-Bretagne.

Dans les derniers mois de 1987, on a d'abord assisté à toute une série d'escarmouches dans les mines et à de nombreux mouvements de grèves sauvages chez les postiers. Puis en novembre, l'ouverture de négociations patronat-syndicats pour le renouvellement des contrats salariaux a donné lieu de nouveau à une série de mouvements toujours sauvages et limités à quelques grosses usines de l'automobile.

Une fois passée la "trêve" des fêtes de fin d'année, où les postiers ont été à deux doigts d'une grève nationale, c'est le secteur hospitalier qui s'est mis en branle. Deux mouvements de courte durée, une grève d'infirmières dans un hôpital de Manchester et une grève des employés des centres de transfusion sanguine, ont fait avorter une tentative du gouvernement de réduire les salaires dans la santé publique.

Peut-être à cause de la retraite rapide du gouvernement, sans doute aussi en partie parce que la grande misère des hôpitaux était au premier plan de l'actualité depuis des semaines, le mouvement, au lieu de s'en tenir là, s'est amplifié, parmi les infirmières en particulier, qui se sont mises à poser le problème des salaires.

Toute une série de mouvements sont prévus jusqu'au début mars où doit avoir lieu le vote du budget.

Pendant ce temps, les mouvements de grève sauvage reprenaient de plus belle dans l'automobile. Successivement les ouvriers de Ford, Land-Rover, Vauxhall (filiale britannique de General Motors) et Renault Grande-Bretagne repoussaient, à des majorités inhabituelles, les ultimes propositions salariales de leurs compagnies. Dans les mines, après une courte grève sauvage de 14 000 mineurs du Yorkshire, les agents de sécurité se lançaient à leur tour dans une série de mouvements.

Le 2 février, les ouvriers de Land-Rover se mettaient en grève. Le même jour, le syndicat des marins appelait à une grève nationale bloquant immédiatement l'ensemble des ports du pays. Le lendemain, une manifestation d'infirmières bravait les interdictions de la police et se dirigeait vers le 10 Downing Street, siège du gouvernement.

Le 8 février démarrait la grève de Ford tandis que l'ensemble de l'agglomération de Londres arrêtait le travail pour 24 heures.

A Ford – Dagenham :

LA POUSSÉE DE LA BASE, ET LA VOLTE-FACE DES BUREAUCRATES

Il aura fallu près de trois mois de débrayages et de grèves sauvages pour en arriver à la présente grève illimitée chez Ford. Dans ces mouvements, l'usine de Dagenham, près de Londres, qui compte 13 000 ouvriers, la plus grosse usine du groupe, a joué un rôle moteur.

Tout a commencé début novembre par un coup de colère des ouvriers sur chaîne face au projet d'accord salarial que proposait la direction. Il s'agissait d'un accord de trois ans prévoyant 4,25 % pour la première année, l'équivalent de l'inflation pour les deux années suivantes, le tout assaisonné d'une série de mesures visant à systématiser la flexibilité des tâches et l'utilisation de main-d'œuvre temporaire.

Tandis que Mick Murphy, leader de la section automobile du syndicat des transports, majoritaire chez Ford, faisait des déclarations à la presse qualifiant l'offre de la direction de «révolutionnaire» et suggérant l'instauration d'un système d'actionnariat obligatoire, les OS de Dagenham arrêtaient le travail sans autre forme de procès, exprimant ainsi leur indignation devant la maigreur des augmentations de salaire et les exigences concernant la flexibilité comparées aux profits records de Ford – 3,7 milliards de francs pour la Grande-Bretagne seule au cours de l'année écoulée.

Du 3 novembre à la fermeture de l'usine de 15 jours pour les fêtes, les débrayages sauvages n'ont cessé de se succéder, bien souvent en dehors ou ouvertement contre la volonté des délégués. Deux journées de grève organisées à l'occasion de rencontres avec la direction pour faire baisser un peu la vapeur ont laissé beaucoup d'ouvriers insatisfaits.

Sans doute la direction de Ford et les bureaucrates

rève chez Ford:

EN ONT ASSEZ!

Lors d'une grève des ambulanciers – qui s'opposaient aux co
de leur syndicat – au cours de «l'hiver de mécontentement
79.

(Ph. Gamma)

Ce qui est nouveau dans ce climat social, ce n'est pas tant la dureté, ni la profondeur des mouvements, c'est la diversité des secteurs qu'ils touchent et leur simultanéité. On est loin de l'isolement et de l'âpreté des grandes grèves du début des années 1980 – celles de l'acier, des mines, ou de l'imprimerie.

Ce qui est nouveau également, c'est qu'au lieu d'être une réaction à des menaces immédiates, – comme ce fut en général le cas au cours de ces dernières années – la plupart de ces mouvements expriment surtout le ras-le-bol des travailleurs, surtout des salaires ou conditions de travail.

Faute de meilleur point de référence, beaucoup commencent à comparer la situation actuelle à celle de l'hiver 1978-79, *"l'hiver de mécontentement"* comme on l'a appelé, qui marqua la fin du dernier gouvernement travailliste de Jim Callaghan.

Mais la situation est bien différente aujourd'hui. D'abord parce que la crise en est à une étape bien plus avancée, ensuite parce que depuis 10 ans, la classe ouvrière britannique subit des attaques incessantes et le contentieux s'est accumulé. Potentiellement, c'est une situation qui pourrait devenir explosive.

Ni les capitalistes, ni les politiciens, ni les dirigeants syndicaux ne s'y trompent d'ailleurs. L'annonce de la grève chez Ford a eu un effet immédiat sur la Bourse qui s'est remise à dégringoler tandis que certains éditorialistes de la presse financière suggéraient à Ford qu'il serait peut-être sage de lâcher du lest pour éviter une grève nationale. Le gouvernement a fait de gros efforts pour trouver différents biais lui permettant de céder du terrain sans perdre la face devant les infirmières. Le Parti Travailliste a, lui, condamné explicitement les grèves d'infirmières, arguant qu'elles reléguaient au deuxième plan le débat parlementaire sur la santé publique !

Enfin, les dirigeants syndicaux ont très vite montré les limites de leur volonté de combattre, quand ils ne se sont pas d'emblée opposés aux travailleurs. Ainsi, LUPE, syndicat très minoritaire chez les infirmières, qui avait soutenu la grève de Manchester comme une bonne opération publicitaire, a fait machine arrière hâtivement dès que la vague de colère a commencé à s'étendre... Ainsi les syndicats de l'automobile, après avoir tenté une ultime manœuvre pour empêcher la grève chez Ford, s'emploient à encadrer le mouvement le plus étroitement possible. Ainsi le syndicat des marins, dont le leader avait claironné qu'il était prêt à aller en prison pour défendre le droit de grève des marins, devant l'ampleur du mouvement qu'il a déclenché, s'est livré à une retraite honteuse à la première manœuvre d'intimidation de la justice.

Il est bien trop tôt pour pouvoir mesurer les possibilités de ce nouveau climat social pour la classe ouvrière britannique.

Même si les travailleurs, dans leur ensemble, semblent regarder les mouvements en cours avec une certaine sympathie, ils sont loin – de même que les grévistes – d'y voir l'expression d'intérêts communs à l'ensemble de la classe ouvrière. Et la bureaucratie syndicale, s'appuyant sur les vieux réflexes corporatistes, fera tout pour qu'il en reste ainsi.

Pourtant le nombre de travailleurs en mouvement, leur colère, la variété des secteurs touchés pourraient changer bien des choses, permettre aux travailleurs de briser quelques barrières corporatistes, de retrouver une confiance dans leurs propres forces qu'ils n'ont plus depuis des années, voire de remporter quelques succès et de se préparer à de nouveaux combats d'une autre ampleur cette fois.

François ROULEAU

---

s'attendaient-ils à un retour au calme après les fêtes. Le 20 janvier, les syndicats mettaient aux voix «l'ultime» proposition de Ford dans l'ensemble des usines, sans émettre de recommandations. A ce moment, il s'agissait de 7% pour la première année, 2% en plus de l'inflation pour les années suivantes et toujours les mêmes conditions de flexibilité.

Le résultat du vote fut sans précédent : 88% contre la proposition de la direction. Sur les chaînes de Dagenham, la plupart des OS considéraient qu'un tel vote ne pouvait avoir qu'une conséquence : la grève immédiate. Un certain nombre de secteurs de l'assemblage où les jeunes sont nombreux cessèrent le travail sans plus attendre.

Mais tel n'était pas l'avis du syndicat. Au bout de 10 jours de silence au cours desquels les débrayages se poursuivaient tandis que l'atmosphère se tendait, les syndicats appelaient à la grève pour le 1er février.

Mais le 31 janvier, coup de théâtre : les syndicats, après une réunion de dernière heure avec la direction, annulaient le mot d'ordre de grève et annonçaient un nouveau vote pour le 3 février. Ils n'avaient rien de mieux à proposer qu'une rallonge de 0,5% pour les deux dernières années du contrat !

Le lendemain, c'était la colère sur les chaînes. Peu après la prise de poste de l'équipe de nuit, des ouvriers de la chaîne d'assemblage de la Sierra passaient outre aux consignes des délégués, se répandaient dans les ateliers, provoquaient un meeting de masse, puis votaient la grève immédiate, jusqu'au vote.

Pendant toute la semaine, il n'y eut guère de production sur les chaînes. En revanche, beaucoup de voitures en attente eurent à subir la rage des ouvriers de l'équipe de jour, exprimée à coups de masse...

Une fois de plus le vote donna une majorité contre l'accord – moins forte cependant avec 62% sur l'ensemble des usines. Dès le lendemain, l'équipe de jour de l'Assemblage votait la grève illimitée, sortant en masse de l'usine, le poing levé, ou arborant des pancartes telles que : *«Murphy, pendant que tu couches avec le patron, nous, on fait grève»*, et d'autres bien moins polies.

Mais, entre temps, les syndicats avaient fait volte-face. Nationalement, ils appelaient, *«la mort dans l'âme»*, à la grève à compter du 8 février. Et surtout, dans l'usine, le leader des délégués de l'Assemblage, qui brillait par son silence depuis trois mois, adressait tout à coup aux ouvriers de l'Assemblage une violente diatribe en faveur de la grève et contre les dirigeants nationaux et parvenait à regagner en deux heures la confiance qu'il avait perdue auprès de bien des ouvriers au cours des trois mois écoulés. Fébrilement, l'appareil syndical reprenait les choses en main. Les piquets de grève étaient organisés par roulement, uniquement avec la participation des délégués qui se répandaient auprès des ouvriers pour expliquer que sans production Ford ne pouvait pas tenir bien longtemps faute de stocks. Et les ouvriers étaient tout bonnement renvoyés chez eux avec la consigne de trouver des petits boulots en attendant et de suivre la presse pour avoir les instructions des syndicats.

Le lundi 8 février, l'ordre bureaucratique régnait aux portes de Dagenham. En tout, 150 délégués assuraient les piquets de grève 24 heures sur 24, par roulement. Quelques groupes de jeunes ouvriers venus voir s'ils pouvaient donner un coup de main se faisaient fraîchement accueillir, voire purement et simplement éconduire. La prochaine occasion pour les grévistes de se retrouver n'aura lieu que vers le 17 février pour toucher leur première paye de grève. D'ici là, les bureaucrates comptent bien que les plus révoltés, surtout parmi les jeunes, se seront assagis.

Mais, peut-être bien qu'après tout, ils se trompent !

F.R.

Afghanistan

GORBATCHEV PEUT SE DÉGAGER... MAIS N'EFFACERA PAS HUIT ANS DE SALE GUERRE !

C'est spectaculairement, en interrompant les émissions de la télévision soviétique, que Gorbatchev a annoncé lundi 8 février sa décision de retirer les troupes russes d'Afghanistan à brève échéance, le 15 mai 1988, et d'en achever le retrait dans un délai de 10 mois.

Et Gorbatchev a affirmé également que le début du retrait des troupes soviétique n'est pas *«lié à la formation d'un gouvernement de coalition en Afghanistan»*. Autrement dit, il se déclare prêt à accepter une modification complète du régime en place qui peut devenir un régime beaucoup moins lié à Moscou ou même plus lié du tout, pourvu qu'il reste «neutre» et ne soit pas une menace contre l'URSS aux frontières de cette dernière.

L'intervention russe a dressé tout un peuple contre elle. Gorbatchev doit aujourd'hui le reconnaître. (Photo Gamma)

En annonçant ainsi, trois mois à l'avance, que l'essentiel du contingent soviétique estimé à plus de 100 000 hommes, quittera l'Afghanistan, Gorbatchev fait un constat pénible : celui que la toute puissante armée soviétique ne fait pas le poids, malgré 8 ans d'occupation militaire, pour imposer à un petit peuple pauvre et mal armé. Un régime dont il ne veut pas. Ce triste constat, d'autres chefs de grandes puissances, Nixon pour le Vietnam, De Gaulle pour l'Algérie (pour ne citer que ces deux-là), l'ont fait déjà par le passé et cela, malgré un rapport des forces qui pouvait passer pour écrasant en faveur de ces grandes puissances.

Les dirigeants russes, dans leur zone, se comportent en gendarmes des peuples. Tout comme les puissances impérialistes dans ce qu'elles considèrent comme leur «chasse gardée». Pas étonnant qu'ils aient récolté haine et discrédit.

Gorbatchev a dû lui-même avouer lors de son discours télévisé que *«le conflit en Afghanistan* (qui) *dure depuis longtemps déjà... est l'un des conflits régionaux les plus pénibles et les plus douloureux»*. De son côté, L'*Humanité* reconnaît 8 ans après (il n'est jamais trop tard) que *«la guerre en Afghanistan coûte cher à l'URSS matériellement et moralement»*. Et c'est bien là le problème pour Gorbatchev.

Outre l'incapacité des troupes soviétiques à imposer un régime à la botte du Kremlin en Afghanistan, outre le fait que cette guerre est coûteuse, elle est aussi de plus en plus impopulaire en URSS même, ne serait-ce que par le nombre des morts qu'elle fait parmi les troupes soviétiques. Le régime n'a jamais publié de bilan à ce sujet mais selon les estimations occidentales le nombre des victimes dans l'armée russe s'élèverait à 10 000 morts. En outre, les jeunes soldats démobilisés, de retour en URSS, ont manifesté leur amertume.

Certains (transparence oblige) l'ont même fait à la télévision ou au cinéma : *«Nous ne voulons pas être comparés aux combattants de la grande guerre patriotique* (la Deuxième Guerre mondiale)» disait l'un d'eux en substance, *«car ceux-là défendaient leur patrie contre l'envahisseur ; mais on nous demande d'aller tuer des gens qui défendent leur patrie contre l'envahisseur»*.

Alors, bien sûr, il reste à la bureaucratie russe la possibilité de se dégager. C'est qu'en réalité l'Afghanistan, bien que située dans la zone d'influence traditionnelle que les autres grandes puissances lui reconnaissent, n'est pas en fait un enjeu stratégique vital pour elle. Les Etats-Unis et les autres puissances occidentales, même s'ils ont largement dénoncé l'intervention russe, ne sont pour autant guère candidats à prendre la relève de l'URSS pour régler les problèmes internes du pays, ce dont ils ne se sortiraient sans doute pas mieux.

Alors, Gorbatchev peut estimer que mieux vaut, au fond, se retirer et laisser les factions en présence régler leurs problèmes comme elles le pourront. Il peut faire le calcul que, quel que soit le régime en place, celui-ci sera bien obligé d'établir un modus vivendi avec ses voisins, à commencer par celui du nord. Et il est probable que l'URSS pourra obtenir du Pakistan et même des dirigeants américains un engagement de ne pas intervenir eux-mêmes dans le pays, ce dont ils n'ont sans doute guère envie.

Le calcul de Gorbatchev est donc sans doute, au point où en sont les choses, le meilleur que puissent faire les dirigeants de la bureaucratie russe. Mais si l'intervention russe était donc une «erreur», qui réparera les destructions, les énormes dommages, tant matériels qu'humains, qu'elle a causés, qui donnera réparation aux centaines de milliers de réfugiés, sans parler des morts sans nombre, tant soviétiques qu'afghans – et ce n'est sans doute pas fini- ? Si Gorbatchev arrive bien à mettre un point final à l'intervention en Afghanistan – ce qui n'est tout de même pas encore dit – il ne pourra empêcher des millions d'hommes de se souvenir douloureusement, en Afghanistan mais aussi en URSS, de l'ignoble guerre qu'ont voulu mener ses dirigeants pendant huit ans ; des dirigeants qui se réclament frauduleusement du communisme, mais qui ne sont que les représentants cyniques d'une caste de bureaucrates qui ne connaissent, comme moyens de leur politique, que ceux d'une grande puissance aussi méprisante envers les intérêts des peuples que n'importe quelle puissance impérialiste.

Cécile BERNIER

Waldheim

CRIMINEL PASSE ENCORE, MAIS LE CACHER, C'EST UN PEU KURT !

La commission internationale d'historiens chargés d'examiner le passé militaire de Kurt Waldheim, président de la République autrichienne, ex-secrétaire général de l'ONU mais aussi ex-officier de la Werhmacht, vient de confirmer qu'il s'est bien trouvé *«à proximité immédiate des lieux où se commirent des crimes horribles»*, entre autres choses la déportation des Juifs, celle de résistants, l'élimination de groupes de partisans yougoslaves... La commission ne se prononce pas pour autant sur sa responsabilité dans ces affaires. Par contre, elle lui reproche d'avoir toujours nié avoir eu connaissance de déportations de Juifs en Grèce, ce qui est tout de même difficile puisque ces déportations étaient organisées par une unité de la Wehrmacht à laquelle il appartenait...

Waldheim lors de son intronisation comme président de la République. Attention, c'est celui de droite ! (Photo Gamma)

Alors Waldheim a de toute évidence été le complice, sinon même l'exécutant, de crimes commis par l'armée allemande. Mais tout ce qu'on trouve à lui reprocher, c'est d'avoir fait un faux pour blanchir son passé.

Il faut dire que si on se mettait à reprocher aux dirigeants politiques de ce monde dit civilisé d'avoir du sang sur les mains, on ne voit pas où il faudrait s'arrêter. Qui n'en a pas, des dirigeants américains fauteurs de guerre au Vietnam à ceux de la bureaucratie russe, sans oublier un certain Mitterrand, ancien ministre de l'Intérieur pendant la guerre d'Algérie ?

Mais évidemment, ajouter au sang le mensonge, ça fait un peu minable et puis surtout ça fait désordre, dans le monde rangé des bourgeois !

Le mouvement des Palestiniens gagne en profondeur :

UNE REVOLTE QUI EFFRAYE LES DIRIGEANTS ISRAELIENS ET ARABES

Ph. Gamma

Une répression qui ne parvient pas à enrayer la révolte partie de la jeunesse palestinienne.

(AFP)

Après deux mois de révolte dans les territoires occupés par Israël, l'évidence est là. Loin de s'essouffler comme l'espéraient les dirigeants israéliens, le mouvement ne fait que gagner en profondeur, en extension, en détermination. Et la répression qu'exerce l'armée israélienne se révèle impuissante à l'enrayer.

La vague, partie de Gaza au début décembre, a gagné la Cisjordanie. Les Arabes israéliens ont manifesté leur solidarité. Les principales villes de Cisjordanie, Ramallah, Naplouse, Jérusalem ont toutes connu des affrontements violents. Aux jeunes et très jeunes Palestiniens des camps de réfugiés, qui sont restés le noyau des manifestations, se sont joints de plus âgés. La grève des commerçants est venue les renforcer.

Le bilan de ces deux mois est maintenant de cinquante-trois morts. L'armée a tiré à balles, puis tenté d'éviter de le faire en remplaçant les tirs par des coups de matraque, visant souvent consciemment à briser les membres des manifestants. Puis elle a recommencé à tirer. Des colons israéliens d'extrême-droite, installés en Cisjordanie, reprochant à l'armée d'être trop hésitante, se sont livrés à des expéditions punitives. Mais les manifestations n'ont pas cessé. La répression n'a pas fait peur et face à elle, le mouvement s'est montré déterminé, sûr de lui. Il n'est aujourd'hui guère de village de Cisjordanie où, à leur tour, les jeunes et les moins jeunes ne soient descendus dans la rue pour jeter des pierres sur les véhicules militaires ou leur barrer la route.

Ce ne sont plus des incidents, des manifestations, des émeutes : c'est une véritable révolte qui, partie d'une poignée de jeunes, entraîne avec elle toute la population palestinienne ; c'est un mouvement de masse qui se dresse contre l'armée israélienne occupante et face à laquelle celle-ci se révèle impuissante.

LA RÉPRESSION IMPUISSANTE

Oui, cette armée qui a mené victorieusement cinq guerres successives contre les Etats arabes voisins, cette armée qui a gagné en quarante ans de politique de guerre une image d'invincibilité, cette armée aujourd'hui patine. Car il ne s'agit plus de mener une guerre mécanique où les blindés, l'aviation, les armements sophistiqués jouent un rôle primordial, où l'on tue et où l'on détruit des villes entières en appuyant sur des boutons. Il s'agit d'affronter toute une population, des jeunes gens qui n'ont que leurs mains nues et que les balles n'arrêtent pas.

C'est un heurt frontal que, jusqu'à présent, l'armée israélienne avait réussi à éviter. Le massacre des Palestiniens du "Septembre noir" de 1970 a été le fait de l'armée jordanienne. Dans la guerre civile libanaise, ce sont les milices phalangistes, puis l'armée syrienne, qui ont rempli cet office. Et même en 1982, lorsque l'armée israélienne a envahi le Liban, le massacre des camps palestiniens de Sabra et Chatila a été le fait de l'armée de supplétifs libanais d'Israël formée au Sud-Liban sous ses auspices.

Aujourd'hui, il n'en est plus de même, et les dirigeants ne peuvent empêcher que, au contact direct de la révolte palestinienne, bien des soldats israéliens s'interrogent sur le rôle qu'on leur fait jouer, et que toute une partie de l'opinion israélienne elle-même soit ébranlée. Face à cette réalité d'un peuple en révolte, comment justifier la politique officielle du gouvernement israélien qui vise en fait, à terme, à l'annexion pure et simple des territoires occupés ? L'annexion rampante poursuivie depuis vingt ans n'a fait que créer aux portes mêmes de Tel-Aviv, dans la ville même de Jérusalem, une situation explosive que le gouvernement israélien est incapable de dominer. Et en fait, ces deux mois de révolte ont ébranlé sa politique conquérante bien plus qu'elle ne l'a jamais été en quarante ans d'existence d'Israël.

DANS TOUTE LA RÉGION, L'INQUIÉTUDE DES DIRIGEANTS

Mais l'inquiétude n'est pas seulement celle des dirigeants israéliens, qui se trouvent aujourd'hui sans politique de rechange, incapables de vaincre par la répression, mais incapables aussi d'ouvrir la voie à une solution politique négociée à la situation des territoires occupés. Elle gagne aussi les dirigeants arabes eux-mêmes. Le président égyptien Moubarak, le roi Hussein de Jordanie ont entrepris des voyages pour convaincre les dirigeants occidentaux de la nécessité d'ouvrir une perspective de règlement avec Israël.

Leur problème n'est pas tant l'avenir du peuple palestinien, dont ils ont montré à maintes reprises qu'ils se moquaient au moins autant que les dirigeants israéliens. La mobilisation des Palestiniens des territoires occupés crée une situation dangereuse, en fait, pour tous les régimes de la région à commencer par les leurs. *"Si quelque chose n'est pas fait rapidement"*, diagnostiquait il y a déjà un an le roi Hussein, *"on se trouvera dans une situation psychologique telle qu'il apparaîtra que tout est perdu. Toute la région s'enfoncera alors dans un profond abîme, avec des risques d'éruption qui ne seront pas facilement circonscrits"*. Alors, il faut à tout prix ouvrir l'espoir d'un règlement, même si ce n'est qu'un mirage. *"On enrayera la violence en donnant un espoir à ces populations, en leur faisant comprendre qu'il existe une possibilité de paix"* a plaidé Moubarak lors de sa visite à Mitterrand, lundi 1er février.

C'est que les dirigeants des Etats arabes savent, par expérience, combien la révolte des Palestiniens peut être contagieuse, combien aussi elle peut devenir un exemple entraînant pour tous les peuples de la région. Ils savent combien la situation est explosive non seulement dans les bidonvilles de Gaza, mais dans ceux d'Amman ou du Caire. Ils savent que la révolte des Palestiniens peut servir de catalyseur à la révolte de leurs propres peuples, contre l'impérialisme mais aussi contre les régimes qui s'en sont fait les intermédiaires. Et c'est pourquoi ils implorent l'impérialisme et, au-delà, les dirigeants israéliens eux-mêmes de ne pas précipiter, par leur immobilisme, une situation qui deviendrait incontrôlable pour tous.

Et les Palestiniens révoltés de Gaza et de Cisjordanie peuvent mesurer aujourd'hui combien un peuple armé seulement de sa révolte et des pierres qu'il ramasse peut faire peur, non seulement aux dirigeants israéliens frappés d'impuissance mais aussi, au-delà, à tous les tenants de l'ordre impérialiste.

André FRYS

TRAILOR (Lunéville-Meurthe-et-Moselle)

POUR L'AUGMENTATION DES SALAIRES, USINE EN GRÈVE

A l'heure où nous écrivons, jeudi 11 février, l'usine Trailor à Lunéville est toujours en grève. La production est quasiment paralysée depuis le lundi 8 février au matin, où, suite à un débrayage appelé par la CGT, la grosse majorité des quelque 500 ouvriers de production n'a pas repris le travail. La CGT revendique un rattrapage des salaires pour 1987, un salaire minimum brut de 6 000 F et l'embauche définitive des travailleurs en contrat ou en intérim.

Ce sont les salaires et leur blocage qui sont à la base du mouvement. Chez Trailor, on a fait le compte : en 6 ans, de 1982 à 1988, les salaires ont perdu 12,3 % par rapport à la hausse du coût de la vie. A cela, il faut ajouter la hausse des cotisations sociales qui, dans le même temps, sont passées de 11,14 % du salaire brut à 14,91 %. C'est dire qu'il y a du retard, une perte nette que la plupart d'entre nous estiment au minimum à 1 000 F par mois. Et pour 1988, la direction n'a proposé que 1,3 % d'augmentation générale, plus des augmentations individuelles, car elle souhaite instaurer le salaire au «mérite».

Le ras-le-bol qui a éclaté s'accumulait depuis longtemps. En 1983, Trailor – on y fabrique des remorques et des semi-remorques pour la route, et on y répare aussi des wagons SNCF – avait licencié plus d'une centaine de travailleurs. Le gouvernement – de gauche à l'époque – avait fini par autoriser ces licenciements, sous la menace du dépôt de bilan. Ce qui n'avait pas empêché d'avoir et le dépôt de bilan et les licenciements. Tout cela, c'était à cause de *«la crise»*, de la *«concurrence»*, nous disait-on.

Trois ans plus tard, Trailor fait des bénéfices : dès 1986, dix milliards. Trailor est rentable. Et c'est logique, car cela fait des années, on pourrait même dire des dizaines d'années, qu'il n'y a pas eu d'investissement important et que le matériel est usé jusqu'à la corde. Un exemple de cette rentabilisation : comme il n'y avait pas assez de cabines de peinture en état de fonctionner pour absorber les commandes, la direction – plutôt que d'investir dans de nouvelles cabines – a instauré les 3 x 8 à la peinture. Et voilà le travail de nuit qui s'installe sans aucune justification technique, seulement pour ne pas investir !

La direction a aussi poussé au maximum à faire des heures supplémentaires : Il y en a eu 11 218 en octobre, ce qui représente l'emploi de près de 70 travailleurs.

Et puis, Trailor a eu recours au travail précaire. Stages et contrats à durée limitée, tout est bon pour avoir des travailleurs sous-payés. En comptant les intérimaires, il y a plus de 70 travailleurs en production sans statut.

Tout cela fait de jolis bénéfices. A tel point qu'il y a un mois, Trailor a annoncé son mariage avec son principal concurrent, Fruehauf, mariage où Trailor met dans la corbeille dix milliards de centimes. Dix milliards de centimes qui ne créeront pas un seul emploi mais qui iront dans la poche des actionnaires.

Pendant des années, on nous a fait du baratin sur la *«concurrence»* et voilà que nos concurrents s'acoquinent ! Pendant des années, on nous a dit qu'il ne fallait pas revendiquer pour les salaires parce que c'était la crise et voilà qu'ils trouvent des milliards pour des opérations purement financières !

C'est de tout cela qu'il y en a ras-le-bol. Et c'est encore compter sans les petites mesquineries du patron qui refuse, par exemple, de donner une journée de congé pour la fête locale de Lunéville, comme cela se faisait avant.

Alors, depuis lundi, c'est la grève. On fait le tour des ateliers, on accompagne en masse les délégués CGT qui vont négocier avec une direction qui affiche pour l'instant son intransigeance. Mercredi, elle ne voulait plus négocier à Lunéville, mais à Nancy. Comme elle ne veut céder sur rien, elle fait traîner les négociations en longueur. Mais elle a beaucoup de commandes en attente, et la grève peut l'atteindre à son seul endroit sensible : le profit.

Correspondant LO

POUR FAIRE ENCORE PLUS DE PROFITS...

L'association patronale des banquiers envisage 5 000 suppressions d'emplois par an dans les banques. Pourquoi ? Parce que les banques perdraient de l'argent à cause de la crise ? Mais non ! Elles n'ont jamais fait autant de profits.

Seulement, elles veulent en faire encore plus en supprimant des activités qu'elles ne considèrent pas comme assez rentables... Ce qui, outre le risque de perdre leur emploi qui peut inquiéter les employés de banque eux-mêmes, comme en témoignent ci-dessous nos correspondants de la BNP-Poissonnière à Paris, se traduirait aussi par une réduction des services, au détriment des petits clients, essentiellement les salariés qui sont bien forcés d'avoir un compte en banque, mais qui auront davantage de difficultés pour en faire usage.

...LES BANQUIERS VEULENT LICENCIER

BNP-Poissonnière (Paris)

Fin janvier, la direction de la BNP a annoncé qu'elle voulait supprimer 2500 emplois, sur 48 000 actuellement, entre 1988-89 et 1990. D'après elle, les départs naturels ne devraient pas suffire et elle a l'intention de recourir à des «mesures incitatives» au départ. C'est dans la tranche d'âge 31-41 ans qu'elle a l'intention de faire des coupes sombres.

Pourtant, on ne peut pas dire que la BNP ne se porte pas bien. En 1985, ses bénéfices avaient progressé de 26 % par rapport à 1984. En 1986, ils atteignaient 3 milliards de francs et là, c'était à 50,7 % qu'était chiffrée la progression pour l'année.

Beaucoup d'entre nous sont entrés à la BNP à 16 ans avec un BEPC en poche. La formation que nous avons reçue est uniquement une formation bancaire sur le tas. Alors, envisager d'aller travailler ailleurs n'est pas une mince affaire.

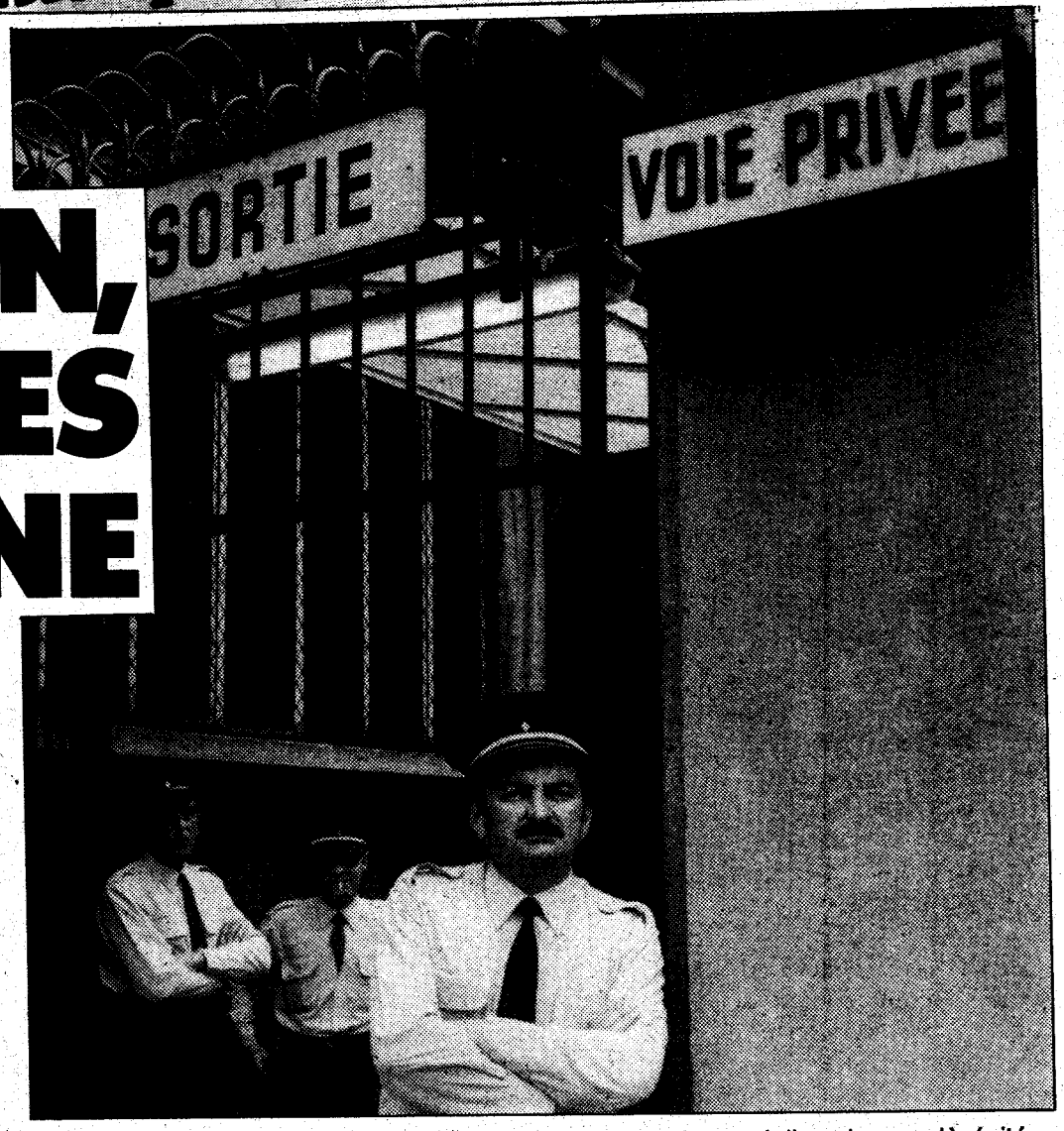
Le climat est à l'inquiétude. Et si un certain nombre espèrent éviter de faire partie de la «charrette» en demandant leur mutation en agence, beaucoup pensent tout de même que personne n'est à l'abri. Dans ce climat d'attente et d'incertitude, certains se bercent de l'illusion que les résultats des élections à venir pourraient peut-être changer quelque chose. Mais au fond, chacun sait bien que ce résultat, quel qu'il soit, ne changera rien à l'affaire. Et l'exemple des licenciements à la Thomson sous le gouvernement de gauche revient souvent dans la discussion.

Aujourd'hui, au Crédit du Nord, les licenciements se précisent. Demain, cela pourrait être la BNP et les autres banques. C'est-à-dire que le problème d'une riposte générale des travailleurs des banques est à l'ordre du jour.

Correspondant LO

Renault-Billancourt

ATTENTION, VIGILES A L'USINE



Le 4 février, selon la CGT, l'un de ses militants, un des «dix de Billancourt», aurait été enlevé par les vigiles dans l'usine de Billancourt, et embarqué vers le bois de Meudon où il aurait été «déposé». Cet «enlèvement» a créé une certaine émotion dans l'usine, au moins dans les milieux proches de la CGT et du PCF, comme un meeting-rassemblement tenu le vendredi 5 février l'a prouvé.

En fait, cela fait maintenant trois semaines qu'à Billancourt, la direction a renforcé considérablement les contrôles aux différentes portes de l'usine.

Auparavant, bien sûr, il fallait déjà montrer sa carte pour entrer à l'usine. Depuis plusieurs mois, les gardiens se montraient plus souvent, fouillaient plus systématiquement les sacs, contrôlaient les allées et venues dans l'usine même.

Mais la direction a monté un cran plus haut dans la surveillance. Elle a fait appel à une société extérieure de vigiles pour renforcer les gardiens Renault. Maintenant, c'est devant une véritable haie de gardiens et vigiles qu'il faut passer pour aller travailler !

Aux grilles Zola, l'entrée et la sortie ne se font plus que par une seule porte (au lieu de deux) : au changement des équipes, c'est une belle pagaille entre ceux qui se font contrôler pour entrer, et ceux qui sortent. Bien sûr, les incidents sont nombreux, les coups de gueule aussi.

Cela à tel point que des vigiles se seraient battus entre eux, il y a peu !

Mais il n'y a pas qu'aux portes que nous sommes contrôlés. Dans l'usine aussi, les gardiens font maintenant la chasse aux militants CGT et PCF, les «dix otages» de Billancourt qui, bien que licenciés, rentraient toujours dans l'usine, y distribuant tracts et journaux.

La direction a visiblement décidé de ne plus les laisser entrer dans l'usine. C'est ainsi qu'à deux reprises, un militant CGT s'est fait expulser d'un car Régie dans lequel il s'était installé. Les cars sont fouillés systématiquement dorénavant. Et l'on est arrivé à «l'enlèvement» du 4 février.

Ces contrôles incessants se font alors que les licenciements continuent toujours à Billancourt. Ils sont le signe d'une volonté évidente du renforcement de la discipline contre les militants, et aussi contre tous les travailleurs.

Pour l'instant, cette politique ne rencontre que l'hostilité verbale des travailleurs, excédés de se faire ainsi enquiquiner chaque matin. Mais à force d'en rajouter ainsi, la direction va finir par déclencher la colère qu'elle a jusque là évitée. C'est en tout cas, tout le mal que l'on puisse lui souhaiter.

Correspondant LO

Collège Paul Gauguin (Paris)

NON AUX SUPPRESSIONS DE POSTES

A l'Education nationale, si l'on s'en tient au discours de Monory sur l'école de l'an 2000, tout va pour le mieux : on nous promet de créer des centaines de milliers de postes, de débloquer 28 milliards de crédits, etc. Mais la réalité est autre. Par exemple, dans les collèges, c'est 4000 postes de professeurs qu'il serait question de supprimer pour la rentrée 1988.

Au collège Paul Gauguin, à Paris, un poste de professeur et une classe de 6e ont déjà été supprimés cette année. Du coup, les effectifs dans les classes de 6e sont passés de 22 à 30 élèves par classe. C'est sans doute cela, la nouvelle pédagogie Monory pour amener 75 % des élèves au bac ! Mais quand nous avons appris qu'il était prévu de supprimer encore un autre poste et une autre classe pour la rentrée 1988, nous avons décidé de faire quelques chose.

Une pétition a circulé, qui a été signée par tout le personnel du collège. Lors de la grève nationale du 26 janvier contre les suppressions de postes et pour les salaires, des parents d'élèves ont fait venir Europe 1. Puis, avec des parents d'élèves, nous sommes allés en délégation au rectorat et là, comme par miracle, on nous a déclaré que, supprimer des classes, ce n'était pas la solution, qu'il fallait réétudier le problème.

Comme quoi, aller leur dire deux mots, ça les aide à réfléchir...

Correspondant LO

Mutuelles du Mans

LES LICENCIEMENTS-MUTUELLES

Contrairement à la publicité, les Mutuelles du Mans, ce n'est pas la main tendue aux employés, cela serait plutôt le coup de pied. L'objectif annoncé de la direction est : 500 suppressions d'emplois en cinq ans.

La première année, elle avait annoncé 100 suppressions ; elle est arrivée à 170. Résultat : ce sont 250 emplois que compte supprimer la direction des Mutuelles en 1988. Combien cela fera-t-il dans la réalité si nous laissons faire ? Forcément plus.

La direction s'est empressée de présenter son plan à la presse. Et on a pu lire, par exemple, les propos suivants du directeur adjoint des Mutuelles : *«La diminution du nombre d'emplois a été plus rapide que nos prévisions en 1987»*. Ceux qui en auraient conclu hâtivement que, son objectif ayant été dépassé, la direction ralentirait le rythme des diminutions d'effectifs pour 1988, ont vu toute illusion se dissiper quelques lignes plus loin puisque le même directeur affirme : *«Nous pensons que le phénomène de réduction de postes va s'intensifier en 1989-1990... On a donc décidé de prendre un peu d'avance»*. Et comble de cynisme, ce gonflement des départs correspond pour ce monsieur à *«un souci de diminuer l'inquiétude du personnel sur l'avenir»*.

C'est clair, la direction pour 1987 a fait une première opération, encore limitée, de suppression d'emplois, en provoquant des licenciements déguisés en «démissions» plus ou moins «volontaires», en poussant par de multiples pressions des employés à partir et les autres à devoir retourner à l'école pour, au final, se retrouver déqualifiés.

Elle entend supprimer 250 emplois sans pour autant faire de licenciements économiques. Cela ne veut pas dire qu'elle ne fera pas de licenciements.

Au contraire, elle annonce : *«Ce sont des licenciements transactionnels»* soit *«des incitations aux départs anticipés»* et autres *«départs négociés à l'amiable»*. Sa sollicitude ira jusqu'à aider à retrouver un emploi à l'extérieur de la société. C'est ce qui permet à la direction de dire *«qu'elle trouve des solutions aux départs sans qu'il y ait des délestages secs»*. Ce terme d'une rare élégance masque mal la réalité : il s'agit pour beaucoup de licenciements, ni plus ni moins. Et en tout cas, pour les quelque 110 *«licenciements transactionnels»*, le nom l'indique bien, ce sont ouvertement des licenciements et la «transaction» est toute relative.

Pour l'instant, aux Mutuelles, il n'y a pas eu de réaction notable. Mais la direction à force de remplir le vase risque, un jour, d'y jeter la goutte de trop...

Correspondant LO

Bendix-Toulouse

UNE VICTOIRE : LA RÉINTÉGRATION D'UN TRAVAILLEUR LICENCIÉ

☐ Récemment (LO n° 1025 du 23 janvier) nous avons raconté comment, pendant plus d'un mois, la direction de Bendix avait utilisé la calomnie pour faire croire une histoire qu'elle avait montée de toute pièce. Voulant se débarrasser de 2 délégués du personnel CGT, elle avait prétexté qu'ils auraient volé des colis de Noël distribués au personnel, et sans aucune preuve, elle entamait une procédure de licenciement. Un troisième ouvrier, lui, était licencié sur-le-champ pour... *«perte du lien de confiance» !* (En fait, il n'avait pas voulu mentir en dénonçant faussement ses 2 collègues de travail).

La direction essayait toutes sortes de moyens pour arriver à ses fins : pressions diverses, calomnies, témoignages bidon. Elle était aidée dans ce travail par certains membres du syndicat maison.

Mais les travailleurs de Bendix n'ont pas laissé faire : toute cette histoire était cousue de fil blanc ont mené plusieurs actions pour demander la réintégration de leur camarade licencié et l'arrêt des procédures de licenciement contre les deux délégués : pétitions, débrayages, collecte, diffusion de la vérité. L'ouvrier licencié maintenait le contact avec ses collègues : à deux reprises, il a distribué un tract aux portes de l'usine pour s'expliquer et remercier tous ceux qui le soutenaient. Il portait plainte en référé devant le tribunal des Prud'hommes et demandait sa réintégration.

L'opération «calomnie» de la direction avait échoué : la solidarité des travailleurs était manifeste et la direction a dû finir par se rendre compte que pour elle, l'affaire était loin d'être gagnée.

Aussi, le jour de la réunion du comité d'entreprise extraordinaire qui devait donner un avis sur le licenciement des 2 représentants du personnel, on a assisté à un revirement complet du «directeur des ressources humaines» (!...) ; sans qu'il y ait vote, celui-ci annonçait qu'il envisageait la réintégration de l'ouvrier licencié et l'arrêt de la procédure de licenciement contre les 2 délégués !

Quelques jours plus tard, la direction, dans une note de service, confirmait que la «vérité» avait été «éclairée». Mais nous savons bien que si nous n'avions pas débrayé et soutenu nos camarades de travail, ils auraient été licenciés sans que la direction se soucie le moins du monde de la «vérité» !

Le 1er février, notre camarade de travail reprenait son poste à l'atelier.

La preuve est faite que la direction est capable de bien des bassesses pour se débarrasser de travailleurs qu'elle juge gênants, mais aussi qu'il est possible de réagir et de faire échouer ses coups bas.

Correspondant LO

(AFP)

A la poste du Havre : PORTER LA PUBLICITÉ ÇA NE PASSE PAS COMME UNE LETTRE A LA POSTE

Les PTT, pour faire rentrer de l'argent à moindre frais dans leurs caisses, développent depuis plusieurs mois, outre leurs services commerciaux «classiques» (ouvertures de comptes, livrets, service de livraisons rapides, Postexpress, Chronopost, ...), ce qu'ils appellent pompeusement les offres de services parallèles aux entreprises privées, en clair le port des publicités (prospectus, Redoute, Trois Suisses...).

Jusqu'à présent, ces ISA (Imprimés sans adresse) faisaient l'objet d'une distribution en marge de notre travail, au volontariat, payé à la tâche. (8, 10 ou 12 centimes le papier selon le poids) et seuls quelques préposés, les plus à court d'argent, le faisaient. La poste perdait des marchés au profit d'entreprises de distribution privées, plus compétitives, offrant des prix, des délais d'acheminement, avantageux.

La direction a donc décidé d'y remédier : pour faire des bénéfices, il faut conquérir des marchés, et elle a l'intention d'intégrer la distribution des ISA tout simplement dans les tournées actuelles des facteurs, avec obligation de les porter, contre l'obole de quelques centimes par feuille en prime (selon les chiffres de la direction, cela ferait environ 80 F de prime versée pour environ 500 clients touchés).

Seulement, entre le projet, alléchant pour la direction et sa réalisation, il y a deux problèmes à résoudre : comment intégrer techniquement ce surcroît de travail sans léser trop la distribution du courrier ordinaire et, surtout comment faire avaler la couleuvre aux facteurs.

Au bureau du Havre, la direction s'est ainsi mis en tête de nous faire porter quelques sacs, à titre d'essai, en espérant bien que personne n'y prendrait garde... et pour le jour où elle déciderait de nous mettre en demeure de les porter.

Malheureusement pour elle, le coup a raté. Plusieurs d'entre nous ont vu «fleurir» les sacs, et ont prévenu les autres de la présence de ces intrus dans les travées.

La moitié des facteurs étaient partisans de refuser purement et simplement de les porter. Les autres, tout en étant d'accord pour refuser, discutaient surtout des garanties à obtenir. Finalement, nous nous sommes tous passé le mot : le jour où le patron tentera son coup, on l'envoie promener... ce qui ne manqua pas d'arriver le 19 janvier. Tout le monde était content d'avoir déjoué, au moins pour un temps, les plans de la direction, mais tout en sachant que ce n'était que partie remise.

Si nous avons conscience de ne pas avoir fait perdre à la direction l'espoir de nous faire porter ses prospectus presque gratuitement, nous lui avons montré que personne n'était prêt à se laisser faire sans réagir.

Correspondant LO

LUTTE OUVRIERE (Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

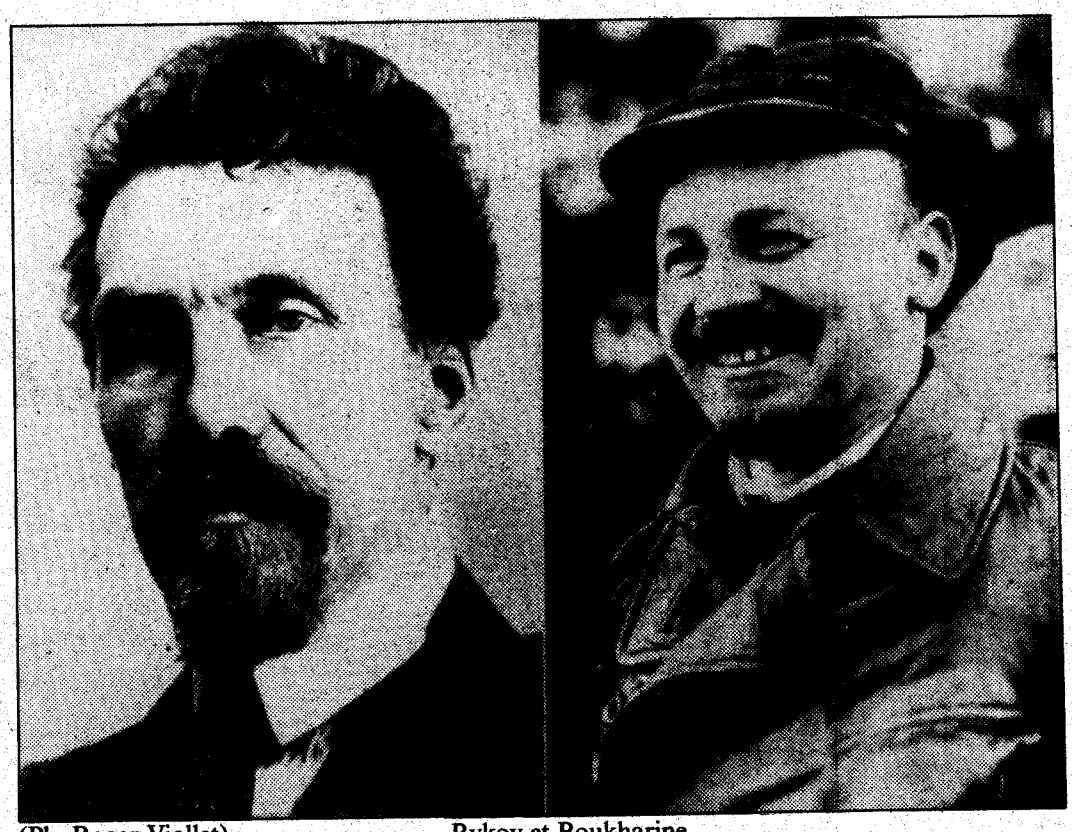
C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

ADRESSER TOUTE CORRESPONDANCE A : LUTTE OUVRIERE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18.
ABONNEMENTS pour 6 mois à LUTTE OUVRIERE (hebdomadaire) : 95 F - pour un an : 180 F - Tarifs pour l'étranger sur demande.
ABONNEMENTS à LUTTE DE CLASSE / CLASS STRUGGLE / LUCHA DE CLASE (mensuel édité par L'Union Communiste Internationaliste) pour un an (France) : 80 F - Tarifs pour l'étranger sur demande.
PAIEMENTS (abonnements et soutiens) par chèques bancaires, à l'ordre de Michel Rodinson, ou par virements postaux à : Michel Rodinson - CCP Paris 6851 10 R.

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions E.A. - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18, SARL au capital de 20000 F, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat - Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson - Tirage 14000 exemplaires - Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris - Impression : Roto de Paris, La Plaine St-Denis (Seine St-Denis) - Commission paritaire des publications n° 64995.

Boukharine et Rykov réhabilités :

LA VRAIE RÉHABILITATION CE SERA LA RÉVOLUTION !



(Ph. Roger Viollet) Rykov et Boukharine

Boukharine, Rykov, Rakovski ainsi que dix-sept autres dirigeants bolcheviks, fusillés par Staline après avoir été les accusés du procès du *«bloc des droitiers et troskystes»* de mars 1938, viennent d'être réhabilités *«sur le plan judiciaire»*. La Cour suprême de l'URSS les a officiellement lavés des accusations de *«conspiration dans le but de renverser l'Etat soviétique, de collaboration avec des services de renseignement étrangers, de sabotage et de terrorisme»*.

Il aura donc fallu cinquante ans aux dirigeants de l'URSS pour faire casser un procès que tout le monde savait depuis longtemps truqué, falsifié, fondé sur des aveux extorqués... Il aura fallu cinquante ans aux bureaucrates russes pour reconnaître que Vychinsky, le procureur chargé par Staline d'accuser un certain nombre de bolcheviks parmi les plus prestigieux, d'avoir été des contre-révolutionnaires ou d'avoir voulu attenter à la vie de Staline, avait été lui-même un adversaire de la révolution de 1917, un menchevik de droite allié aux Blancs, ayant à ce titre lancé un mandat d'arrêt contre Lénine...

On peut remarquer que les autorités soviétiques, même si elles disent que d'autres réhabilitations suivront, sont bien loin d'avoir réhabilité toutes les victimes, celles qui ont été exécutées dans l'ombre – en particulier tous les trotskystes qui n'ont jamais voulu «avouer» des crimes qu'ils n'avaient pas commis – comme celles des grands procès de 1936 et 1937. Elles ont commencé par les victimes des procès de 1938. Les plus connues, Boukharine et Rykov, avaient aidé Staline, après la mort de Lénine, à combattre Trotsky et à s'installer au pouvoir, avaient tous fini par faire leur soumission à Staline. Ils étaient connus comme les partisans de *«l'opposition de droite»* à Staline. La presse soviétique et Gorbatchev ne se sont pas fait faute de leur reconnaître le mérite d'avoir compris *«qu'il fallait faire appel à l'initiative privée»* !

C'est en fait une utilisation de Boukharine par Gorbatchev, et une utilisation frauduleuse. Car Boukharine, à la fin des années vingt, tout en défendant une politique «de droite», représentait quelque chose de fondamentalement différent de Gorbatchev, et de sa politique.

Boukharine avait adhéré au Parti Bolchevik en 1906, à 18 ans. Il avait connu les prisons tzaristes, l'exil. Il fut l'un des dirigeants de la Révolution Russe et de la Troisième Internationale. Il faisait partie de cette génération de dirigeants communistes qui avaient milité pour la révolution prolétarienne et l'avaient dirigée.

En 1938, Boukharine, rallié à Staline, se taisait, il occupait des fonctions officielles. Mais il continuait à représenter, aux yeux des bureaucrates, tout ce que, selon les termes de Trotsky, ils voulaient proscrire : le *«passé révolutionnaire, les principes du socialisme, l'égalité, la fraternité, les tâches pendantes de la révolution mondiale»*. Il continuait à représenter, comme les autres dirigeants bolcheviks, une direction possible pour une classe ouvrière relevant la tête. Et il représentait aussi le souvenir d'une époque où les politiques «de droite» ou «de gauche» étaient discutées dans le parti, dans la classe ouvrière, parce que les hommes qui proposaient ces politiques, justes ou erronées, le faisaient en fonction des intérêts de la classe ouvrière et voulaient que celle-ci en discute et tranche. Cette possibilité de discussion, cette démocratie-là, Staline voulait en détruire jusqu'au souvenir.

Est-il utile de dire que, du point de vue des révolutionnaires prolétariens, la réhabilitation d'un Boukharine, authentique combattant de la classe ouvrière, qui continua, même brisé, à croire à l'avenir de la révolution prolétarienne et du communisme, par une bureaucratie qui en est l'ennemie mortelle, n'est qu'une comédie dérisoire ?

Ce que Boukharine et les autres accusés des procès de Moscou incarnaient – par leur passé si ce n'est en 1938 – c'est-à-dire les idées révolutionnaires et l'internationalime prolétarien, Gorbatchev et ceux qu'ils représentent ne le réhabiliteront jamais. Ce sera au prolétariat de le faire, par la voie révolutionnaire, et justement contre Gorbatchev ou ses successeurs.

Sylvie FRIEDMAN

ils ne manquent pas d'audace !

C'est sous le titre *«Justice enfin rendue»* que *l'Humanité* du 6 février rend compte de la réhabilitation de Boukharine. Et dans *l'Humanité* du 8 février, on peut lire, sous le titre, *«Devoir de vérité» : «Si la justice (soviétique NDLR) a fait son devoir, il appartient aux historiens, aux maisons d'éditions de faire le leur : réhabilitir pour des générations de Soviétiques – et pas seulement de Soviétiques – le rôle de chacun de ces bolcheviks. Le travail est en cours».*

Qu'attendent, qu'attendaient donc les historiens du PCF pour faire le leur, de devoir ?

ciné

La vie est un long fleuve tranquille

Entrecroiser les histoires de deux familles du Nord de la France : l'une, BCBG, d'une béatitude cossue bien gratinée en quelque sorte, les Le Quesnoy ; et l'autre, les Groseille, pauvre au contraire, où le père panse ses plaies de la guerre d'Algérie au milieu de cinq enfants plongés dès le plus jeune âge dans les difficultés de l'existence, cela peut donner lieu à quelques situations cocasses...

Chacune de ces deux familles poursuivait de son côté une existence parsemée d'embûches d'un genre différent, s'il ne s'avérait que Josette, une infirmière éconduite par un gynécologue alcoolo-mondain, avait pour se venger interverti un soir de réveillon les nouveaux-nés des deux familles. C'est douze ans plus tard que l'horrible drame humain est révélé à celles-ci.

Le plus déluré des Groseille se trouve être un Le Quesnoy, la fleur de lys des Le Quesnoy n'est qu'un Groseille. La suite, on s'en doute, n'est pas triste. Les Le Quesnoy ayant récupéré Momo pour le soustraire à l'influence pernicieuse des Groseille, c'est le loup qu'on introduit dans la bergerie.

Pendant une heure et demie, on s'amuse bien. Apparemment, le réalisateur avait quelques comptes à régler avec ses origines, et on ne s'en plaint pas !

M.B.

L'invitation aux «prédateurs». (Photo AFP)

Raids, OPA, fusions, rachats...

LE CAPITALISME CANNIBALE

Carlo de Benedetti et la Compagnie financière de Suez, puis désormais Gevaert, alliés ou adversaires, allez savoir, ont jeté leur dévolu sur la Société Générale de Belgique, un tiers de l'économie belge. Le groupe Schneider, lui, guigne la Télémécanique (automatismes industriels). Dans les pétroles, le groupe américain ARCO vient de damer le pion au groupe français ELF pour le contrôle de Tricentrol. Dans un autre genre de spiritueux, le groupe canadien Seagram vient de l'emporter d'un cheveu sur le groupe britannique Grand Metropolitan (immobilier, grands magasins, whisky...) pour le contrôle de Martell, numéro deux des cognacs français, etc.

Parallèlement à ces OPA (Offres Publiques d'Achat) spectaculaires, les rachats de sociétés non cotées en Bourse se multiplieraient dans des proportions au moins aussi importantes. Par ailleurs, les banques et les compagnies d'assurances, quant à elles, ont profité du krach boursier pour acheter à bas prix des actions de sociétés cotées. A la fin de l'année 1987, en France, les établissements financiers ont déclaré plus d'une cinquantaine de «franchissements de seuils» dans le capital d'entreprises (la loi impose une telle déclaration au passage des seuils de 5 %, 10 %, 20 %, 33 % et 50 %).

Les milieux financiers et industriels d'ici et d'ailleurs s'accordent tous à annoncer une nouvelle ère de «conquêtes» comme ils disent, à l'échelle mondiale, et s'y préparent.

En fait de conquêtes, les grands groupes capitalistes ne visent pas des espaces nouveaux. Il ne s'agit que de s'entre-dévorer. On assiste simplement à l'une de ces phases de concentration massive du capital qui caractérise toute crise capitaliste, concentration qui ne s'accompagne ni de l'accroissement de l'appareil productif ni de l'extension du marché.

Cette concentration du capital ne date pas à vrai dire du dernier krach boursier, pas plus que le début de la crise économique mondiale ne date du krach. Seulement, ces cinq ou six dernières années où la crise, c'est-à-dire la baisse des investissements productifs, a pris la forme de la spéculation boursière, les rachats des uns par les autres avaient été quelque peu entravés par la surévaluation des actions et de ce qu'on appelle la «capitalisation» des entreprises (c'est-à-dire le prix à payer pour racheter 100 % des actions au cours de la Bourse). Bref, les entreprises étaient trop chères, même si elles rapportaient du profit. Le krach a «assaini» les marchés comme disent ceux qui souhaitaient le dégonflement de la «bulle» boursière... et y ont sans doute contribué ! Le fait est que la «capitalisation» des entreprises (leur prix en Bourse) a considérablement baissé depuis six mois : entre 30 et 60 % selon les firmes à la Bourse de Paris ; de 30 % en moyenne à New York, de 40 % à Francfort, de 25 % à Londres... Les entreprises sont redevenues bonnes à racheter. Le processus accéléré de concentration du capital peut repartir.

Il ne faudrait pas croire que les victimes des «raids» et autres OPA sont à proprement parler les éclopés du krach boursier. La vague de rachat actuelle ne consiste pas au ramassage des blessés par les survivants de l'ouragan boursier. Si blessés il y a eu, ils ne se portent pas trop mal. Les victimes des OPA actuelles ont plutôt l'air assez dodues, des proies bien tentantes en somme. Ni la Générale de Belgique (qui au demeurant se défend comme un beau diable), ni les Cognacs Martell, n'étaient au bord de la faillite...

De Benedetti et Minc : La crise et ses conséquences ne font pas que des malheureux... (Photo Gamma)

Après le krach boursier, le cours des actions a eu beau dégringoler, les profits des mêmes entreprises, eux, ont continué de monter. D'après le journaliste du *Monde* Eric Le Boucher, dans un article du 3 février, les banques prévoient un nouveau gain des bénéfices des entreprises de 12,5 % en moyenne pour 1988. Baisse du cours des actions d'un côté, hausse des profits de l'autre, deux facteurs qui se conjuguent pour aiguiser les appétits des acheteurs éventuels. Le côté farce de l'histoire, c'est qu'à partir d'une certaine taille, les mêmes semblent pouvoir jouer simultanément ou successivement le rôle de victime ou celui de prédateur ! Car de l'argent, des profits, des «liquidités», qui ne sont pas immobilisés dans le capital productif ni le renouvellement de ce capital, il y en a pléthore, et pour tout le monde (dans le monde des capitalistes s'entend !). Comme le dit le journaliste du *Monde* déjà cité : les entreprises *«ont réduit leurs effectifs et massivement désinvesti pour se concentrer sur leurs points forts. L'assainissement se poursuit, bien entendu, la recherche de gains de productivité étant permanente (...), les premiers fruits sont mûrs ; les profits donnent un trésor abondant mobilisable pour l'attaque»*. Il fut un temps où la justification du profit capitaliste était l'accroissement de la production. Aujourd'hui, les capitalistes accumulent les profits, non pas pour produire, mais pour se constituer un trésor de guerre, un *«trésor mobilisable pour l'attaque»*. Il ne s'agit plus de conquérir des marchés, mais plus de «couler» des concurrents en produisant moins cher grâce à la modernisation des machines. Les concurrents, on se contente de les guetter avec son trésor de guerre comme un lance-missile, puis on les achète, marchés, réseaux de ventes et clientèle clés en mains. Ensuite, à nouveau, on *«désinvestit massivement»*, on *«se concentre sur ses points forts»*, pour accroître le trésor, repartir à l'attaque, et ainsi de suite. C'est l'impérialisme, stade cannibale du capitalisme...

Cela fait quinze ans que l'économie capitaliste mondiale a amorcé cette spirale descendante. Quoi de plus pour prouver que la production pour le profit a fait son temps ?

Huguette **CHEVIREAU**

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995